

# Les MEDIA Burundais : Janvier 2015 à Décembre 2015

## AGNEWS

Source des articles : @rib News [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb] / AGNEWS / AKEZA.NET

[RTNB] Radio-télévision nationale  
[UBJ] Union Burundaise des Journalistes ( proche de l'UPRONA )  
[FIJ] Fédération Internationale des Journalistes  
[RPA] Radio Public Africaine ( Radio privée locale appartenant à l'organisation politique MSD de l'ancien journaliste Alexis Sinduhije )  
[OPB] Observatoire de la Presse Burundaise ( proche de l'UPRONA )  
[CNC] Conseil National de Communication  
[ISANGANIRO] Radio privée locale ( proche de l'UPRONA )  
[BONESHA] Bonesha FM - Radio privée locale ( proche de l'UPRONA et de l'UPD )  
[REMAFM] Radio privée locale ( proche du CNDD-FDD )  
[RFI] Radio France Internatinal - Correspondants idéologiquement proche de l'UPRONA  
[TELERENAISSANCE] Radio Télévision Renaissance - ( proche de l'UPRONA )  
[IWACU] Media WEB et Quotidien local ( proche de l'UPRONA et du MSD )  
[APA]  
[BURUNDINEWS.FREE.FR] Media WEB proche du MSD  
[MEDIA] Le monde médiatique du Burundi  
[ABR] L'Association burundaise des Radiodiffuseurs ( proche de l'UPRONA )  
[SALAMA] Media de la Fondation Salama ( proche du CNDD-FDD )  
[AJJ] Association des Journalistes Juristes ( proche de l'UPRONA )  
[synergie des médias] = [RPA] + [BONESHA] + [ISANGANIRO] + [RTNB]  
[RSF] Reporters Sans Frontières - idéologiquement proche de l'UPRONA  
[AFP] Presse internationale - idéologiquement proche de l'UPRONA  
[Reuter] Presse internationale - idéologiquement proche de l'UPRONA  
[French Média Network] FMN : Jeune Afrique, AFP; LE MONDE ; LE SOIR; RFI ; TRIBUNE DE GENEVE ; FRANCE 24 ; RTBF; ; LE SOIR; ; METRO MONTREAL; ROMANDIE.COM; ; LE FIGARO; LALIBRE.BE; RADIO CANADA; COURRIER INTERNATIONALE, ETC.  
[SAMATHA POWER US CONNECTION] SPUC : Reuters, The New York times, The Guardian, US NEWS & WORLD REPORT ; BBC NEWS ; CNN international ; etc.  
[RUMEURS RADIO] : Rumeurs lancées par certaines radio privées burundais qui avait pour vocation de faire fuir la population entre mars 2015 et mai 2015

=====  
=====  
JANVIER 2015  
=====  
=====

[ABR]- Nouvelles locales des lundi 5 et mardi 6 janvier 2015 @rib News, 06/01/2015 - L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) a adressé ce jeudi un message de condoléance à la France via son ambassadeur accrédité à Bujumbura suite à la fusillade des journalistes du

journal Charlie Hebdo survenue ce mercredi. Selon le président de cette association, ceux qui ont commis ce forfait sont des hommes sans aucun sens du respect de la vie d'autrui et de la profession de journalisme. Vincent Nkeshimana condamne ainsi énergiquement cet acte et lance un message de condoléance à l'égard de la France, des familles éprouvées et du monde journalistique et plus particulièrement du journal Charlie Hebdo. Il trouve que les tueurs n'avaient pour objectif que faire disparaître cette équipe et estime qu'il s'agit d'un acte des terroristes qu'il faut combattre partout où ils se trouvent. Ajoutons que les médias burundais ont observé trois minutes de silence ce jeudi matin en signe de solidarité aux médias français. [rtnb/bonesha/rtr/rpa/isanganiro]

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales du mardi 20 janvier 2015 @rib News, 20/01/2015

- Le directeur de la RPA a comparu ce mardi matin devant le parquet de la République en mairie de Bujumbura. Bob Rugurika a été entendu depuis 9h du matin concernant une information diffusée en reportage depuis quelques jours sur cette radio concernant les auteurs et les circonstances de l'assassinat des trois sœurs de la congrégation des Xavériennes de la paroisse Saint Guido Maria Conforti de Kamenge dite chez Buyengero au mois de septembre de l'année passée. Il avait en outre été accusé d'avoir caché les assassins de ces sœurs à cause d'un reportage-enquête que cette radio est en train de diffuser ces derniers jours. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- Après cet interrogatoire qui a duré jusque vers 17h, le directeur de la RPA a été conduit à la prison centrale de Mpimba où il passe sa première nuit. Bob Rugurika a en effet été accusé de complicité d'assassinat des trois sœurs de la communauté Xavérienne de la paroisse Kamenge dite chez Butengero, de manquement à la solidarité publique et de violation du secret d'instruction. Il a été accompagné par une foule immense composée de la population simple, des membres de l'organisation de la société civile, de certains ambassadeurs accrédités à Bujumbura. Le mandat d'arrêt a été signé, non pas par magistrat qui l'a interrogé, mais par le procureur de la République en Mairie de Bujumbura, ce qui présume un désaccord entre ces deux magistrats du parquet de la mairie de Bujumbura sur l'émission de ce mandat d'arrêt. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales du jeudi 22 janvier 2015 @rib News, 22/01/2015

- Le directeur de la RPA, Bob Rugurika, a été transféré ce jeudi avant midi dans la prison centrale de Muramvya après deux jours passés à la prison centrale de Mpimba à Bujumbura. Il a été embarqué dans un véhicule de la Cour suprême sans plaque d'immatriculation, accompagné de 6 policiers et du directeur du département juridique dans la prison de Mpimba. Les raisons de ce transfert n'ont pas été communiquées, ni au concerné, ni à sa famille encore moins à ses avocats. Selon le président de l'APRODH, ce transfert ne vise qu'à faire du mal au journaliste.

Pierre Claver Mbonimpa fait savoir qu'il a entendu que ce détenu sera logé dans une cellule de correction normalement réservée aux personnes les plus criminelles et cela ne signifie autre chose que la volonté des autorités à lui infliger une souffrance surtout morale du moment qu'il sera difficile de lui rendre visite. Vu qu'un tel traitement est contraire aux droits de l'homme, il demande que cela cesse. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Les avocats de Bob Rugurika trouvent que ce transfert vers une autre prison est injustifié. Selon Maître Fabien Segatwa, le transfert est justifié par un mauvais comportement des prisonniers ou bien un jugement définitif qui intervient et rien d'autre. Or, il trouve que son client ne se retrouve pas dans l'une de ces deux conditions après seulement deux nuits qu'il vient de passer à Mpimba. Il

trouve par ailleurs qu'il y aurait une autre raison non avouée de ce transfert et demande au parquet de la République en mairie de Bujumbura de donner officiellement des explications à ce sujet. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====  
=====

[OPB] - Nouvelles locales du jeudi 22 janvier 2015 @rib News, 22/01/2015 L'Observatoire de la Presse Burundaise (OPB) trouve que le gouvernement du Burundi veut tout simplement faire du mal à Bob Rugurika. Selon le président de cet organe de régulation des médias, le comportement du gouvernement dans le dossier d'assassinat des trois religieuses de la paroisse Kamenge témoigne d'une certaine volonté de vouloir détourner la vérité. Innoncent Muhozi trouve en outre que le gouvernement se comporte comme un auteur, un co-auteur ou qu'il chercherait à cacher la vérité sur ce qui s'est réellement passé. Il trouve par ailleurs que ceux qui ont égorgé des vieilles femmes n'ont plus peur de rien et donc qu'incarcérer un journaliste est une simple chose pour eux. Il trouve enfin que le fait que Bob Rugurika ait été déplacé à bord d'un véhicule de la Cour suprême sans plaque, cela montre que ces démarches sont en train d'être planifiées par un petit groupe de gens dans la sphère gouvernementale et judiciaire. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales du vendredi 23 janvier 2015 @rib News, 23/01/2015 L'une des personnes citées dans les enquêtes de la RPA comme étant parmi les planificateurs de l'assassinat des trois sœurs italiennes de la paroisse Kamenge a expliqué à la RTNB ce mercredi que lors des faits, il n'était pas au Burundi. Mais, les irrégularités constatées sur son passeport ont fait croire qu'il s'agit de faux visas qui y ont été apposés. Pourtant, le porte-parole de la police nationale a pris position pour défendre Guillaume Harushimana, ce qui a fort étonné plus d'un assurant que ces visas sont conformes. En effet, l'un des avocats de Bob Rugurika trouve qu'il est bizarre pour le porte-parole de la police de s'improviser porte-parole d'une personne qui n'est pas policier. Selon Maître Lambert Nigarura, des preuves de la fausseté de ces visas ont été récoltées et que si l'affaire n'est pas politisée, la vérité n'est pas du tout facile à trouver. Il déplore tout de même que ce Guillaume Harushimana a été entendu ce jeudi soir par le procureur de la République en mairie de Bujumbura et qu'il a été libéré au moment où Bob Rugurika a été arrêté immédiatement après son interrogatoire. [bonesha/rtr]

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales du lundi 26 janvier 2015 @rib News, 26/01/2015  
- Le nommé Guillaume Harushimana qui serait impliqué dans la mort des trois religieuses de la paroisse Guido Maria Conforti de Kamenge a fait une marche manifestation devant les locaux de la RPA dans la ville de Bujumbura l'avant midi de ce lundi. Il était accompagné de certains membres de sa famille dont sa femme et ses enfants et de ses frères et ses amis. Au total, entre 10 et 20 personnes avaient fait le déplacement. Plus étonnant, ils étaient munies d'un cercueil et d'une croix sur laquelle il était écrit « Je suis Guillaume Harushimana, que la RPA me réhabilite dans mes droits puisque je suis mort à cause de son reportage ».

Les manifestants étaient porteurs en banderoles de messages demandant à l'Eglise catholique de prendre les choses en main et à la justice de faire des enquêtes minutieuses afin de découvrir la vérité sur ce massacre.

Le frère de Guillaume a fait savoir qu'ils ont décidé de venir devant la RPA puisqu'ils ne dorment plus en tranquillité, les enfants ne vont plus à l'école et que les adultes dans le quartier sont hués partout où ils vont à cause des révélations de la RPA. Emery Harerimana demande que la RPA lave cet affront contre la personne de Guillaume Harushimana.

Le commissaire de la police dans la région ouest, après avoir appris que les manifestants n'avaient pas d'autorisation, il leur a donné l'ordre de partir, ce qu'ils ont exécuté sans tarder. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales du lundi 26 janvier 2015 @rib News, 26/01/2015 - Le directeur ad interim de la RPA trouve que ces manifestants se seraient trompés d'adresse. Selon Alain Ntamagendero, une affaire qui se trouve entre les mains de la justice et du Conseil National de la Communication (CNC) ne devrait pas faire objet de manifestation devant la RPA. Il constate que si cela n'est pas le cas, ce dossier renferme d'autres choses que la justice en soi. Il estime que la police qui a accompagné une manifestation illégale doit aussi avoir quelque chose avec cette manifestation. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb]

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales du vendredi 30 janvier 2015 @rib News, 30/01/2015  
- Le directeur de la RPA en prison depuis déjà 8 jours a été entendu par le substitut du procureur en mairie de Bujumbura qui s'était déplacé à Muramvya en compagnie du procureur en personne, mais ce dernier n'a pas participé à cet interrogatoire. Bob Rugurika avait eu l'occasion de s'entretenir avec ses avocats avant de recevoir ce substitut vers 11h du matin de ce vendredi. Une foule nombreuse issue de la population de Muramvya et d'autres coins du pays surtout de Bujumbura, dont des membres de sa famille, avait fait le déplacement même si la police avait bloqué l'accès vers la prison.

Après cet entretien, les avocats de Bob Rugurika ont indiqué l'objet de cet interrogatoire. Maître Fabien Segatwa a fait savoir que le parquet veut contraindre Bob Rugurika à révéler le nom de la personne qui a affirmé être parmi ceux qui ont assassiné les trois religieuses et que c'est à cette condition qu'il sera ensuite libéré. Mais, selon ses avocats, le journaliste leur a précisé qu'il ne connaissait pas où il est à présent puisqu'après sa déclaration à la radio, il est parti il ne sait pas où. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====  
=====

FEVRIER 2015

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales du lundi 02 février 2015 @rib News, 02/02/2015

- Le Tribunal de grande instance de Bujumbura Mairie s'est déplacé vers la prison centrale de Muramvya où devait se tenir une séance de la Chambre du conseil pour analyser la demande de libération provisoire du directeur de la RPA. L'audience devrait normalement avoir lieu au Tribunal de grande instance de Muramvya mais le procureur de la République en Mairie de Bujumbura a décidé qu'elle se passe à l'intérieur de la prison de Muramvya. Bob Rugurika a ainsi été présenté en Chambre du conseil et la décision sera rendue dans les 48 heures.

L'accusation a demandé que Bob Rugurika reste en prison pour qu'il ne continue pas à s'entretenir avec le présumé assassin des trois sœurs, à qui il a auparavant tendu le micro. La défense a de son côté précisé qu'elle a présenté des documents montrant les textes de lois sur lesquels ils ont basé leurs répliques. Maître Jean Bosco Ngendakubwayo fait savoir qu'ils ont cité notamment les conventions internationales, la Constitution, la loi sur la presse et d'autres instruments juridiques en vigueur, tout cela pour montrer que la loi a été violée depuis l'arrestation de Bob Rgurika jusqu'aujourd'hui. Plusieurs personnes personnes s'étaient déplacées jusqu'à la prison de Muramvya pour le soutenir. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

=====  
=====

[RPA] - Nouvelles locales des mercredi 04 et jeudi 05 février 2015 @rib News, 05/02/2015- Le Tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura a décidé ce mercredi le maintien en prison du directeur de la RPA. Après une audience en chambre de conseil tenue ce mardi, les juges ont estimé que Bob Rugurika doit rester en prison pour faciliter le travail de la justice en ce qui est de la recherche de la vérité sur le massacre de trois soeurs italiennes de la congrégation xavérienne. Le siège a estimé qu'une libération permettrait une consultation frauduleuse des suspects.

Selon les avocats de la défense, cette décision est déplorable dans la mesure où elle n'est appuyée d'aucune base légale mais plutôt est basée sur des considérations d'ordre subjectif. Selon Maître Lambert Nigarura, il est impensable de dire qu'une libération de Bob Rugurika permettrait une consultation frauduleuse des suspects alors qu'il n'y en a qu'un seul. Il trouve que cette décision prouve à suffisance que les juges burundais ne sont pas indépendants dans leurs actions et précise qu'ils vont, dans les meilleurs délais, saisir cour d'appel. Selon lui, les juges de cette cour diront et liront le droit et libéreront le directeur de la RPA. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

=====  
=====

[RPA] [UBJ]- Nouvelles locales des mercredi 04 et jeudi 05 février 2015 @rib News, 05/02/2015- L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) se dit surprise par la décision de la chambre de conseil du tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura concernant le directeur de la RPA. Selon le président de cette organisation professionnelle des journalistes, c'est une décision décevante et honteuse pour le pays, laquelle décision est un signe que la justice burundaise est loin de prendre ses racines au pays. Alexandre Niyungeko fait savoir qu'ils ne cesseront pas pour autant à réclamer la libération de Bob Rugurika ainsi que la vérité sur l'assassinat des trois soeurs de la paroisse Kamenge. Ceux qui les ont tuées doivent être traduits devant la justice. Il estime que tôt ou tard, ceux qui prennent des décisions en cachette vont être connus et la justice va leur tomber dessus. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====  
=====

[RPA] [ABR] - Nouvelles locales des lundi 09 et mardi 10 février 2015 @rib News, 10/02/2015 - L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) a adressé une correspondance au ministre de

la Justice du Burundi pour lui demander de mettre sur pied une commission indépendante et neutre pour enquêter sur l'assassinat des trois sœurs de la congrégation des Xavériens de la paroisse Guido Maria Conforti de Kamenge. Selon le président de cette association professionnelle des journalistes, c'est une telle commission qui peut travailler sans côté penchant sur les révélations de la RPA concernant ce triple meurtre.

Vincent Nkeshimana trouve que Bob Rugurika n'est emprisonné que pour avoir fait son travail quotidien d'informer la population comme sa profession le lui exige et que par conséquent, il ne peut pas légitimement en être victime. Il ajoute que cela met en péril la liberté d'expression au Burundi.

Précisons que cette correspondance a été adressée en copie au nonce apostolique, au représentant de l'Union Européenne à Bujumbura, à la conférence épiscopale du Burundi et à l'ambassadeur de l'Italie au Burundi basé à Kampala en Ouganda. Il a terminé en disant que tous les mardis seront consacrés aux revendications de libération de Bob Rugurika tant qu'il restera en prison. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- Comme prévu, les journalistes des médias privés accompagnés de certains membres de la société civile burundaise ont fait une marche pacifique ce mardi dans la ville de Bujumbura. Habillés en vert, la tenue des prisonniers, ils ont fait le tour du palais de la justice qui abrite le parquet général de la République, la cour d'appel de Bujumbura et la cour suprême du Burundi. Ils portaient des photos des trois sœurs assassinées à Kamenge au mois de septembre dernier et celle du directeur de la RPA et avaient des écrits demandant la justice pour ces trois soeurs et pour Bob Rugurika. Comme la dernière fois, la police n'a pas empêché cette marche et tout s'est déroulé dans le calme. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

=====  
=====

[IWACU]- Nouvelles locales des lundi 09 et mardi 10 février 2015 @rib News, 10/02/2015 - Le directeur du groupe de presse Iwacu a fait savoir lors de cette marche qu'il n'est pas question d'abandonner cette réclamation de libérer Bob Rugurika et de rendre justice aux trois soeurs assassinées. Antoine Kaburahe estime que le mardi vert sera donc observé jusqu'à ce que Bob Rugurika soit libéré et qu'ils vont continuer à réclamer la justice pour ces trois religieuses. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====  
=====

[ABR] Nouvelles locales du mercredi 11 février 2015 @rib News, 11/02/2015 L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) s'insurge contre ces enseignements du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza. Selon le président de cette organisation professionnelle des journalistes, il s'agit d'un enseignement irresponsable et irréfléchi et qui fait la honte pour ceux qui le propagent puis qu'il contient des enseignements divisionnistes. Patrick Nduwimana estime qu'il s'agit d'un programme bien planifié puisqu'il apparaît après les déclarations du président de la République lors de la célébration du 24ème anniversaire de la charte de l'unité nationale où Nkurunziza a affirmé que certaines organisations de la société civile burundaise sont mono-ethniques.

Ainsi, il trouve que la population ne peut pas se laisser tromper par de tels enseignements et ne devrait même pas voter pour de telles gens. Il leur conseille de montrer ce qu'ils ont fait et des programmes pour la population et que si tel n'est pas le cas, qu'ils quittent la scène politique dans les meilleurs délais. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa]

=====  
=====

[RPA] Nouvelles locales du vendredi 13 février 2015 @rib News, 13/02/2015 - Après la déclaration du parlement européen condamnant l'emprisonnement du directeur de la RPA et demandant sa libération immédiate et inconditionnelle, le gouvernement de Bujumbura a réagi ce vendredi. Selon le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, cette résolution ne diffère en rien de celle produite par le même corps au mois de septembre lors qu'il demandait la libération de Pierre Claver Mbonimpa. Philippe Nzobonariba se réjouit tout de même que le parlement européen suit de près l'évolution de la démocratie au Burundi, mais regrette aussi le fait qu'en prenant des décisions, il se base sur de faux rapports.

Il réaffirme que la plupart de ces parlementaires ne savent même pas où se situe géographiquement le Burundi et leur demande de se rendre sur terrain et de constater sur place l'état des choses pour ensuite prendre de bonnes décisions. Il précise aussi que le gouvernement va négocier avec l'union européenne afin de lui montrer comment les choses se présentent. Affirmant que même le gouvernement de Bujumbura ne souhaite que sa libération, il trouve pourtant que c'est Bob Rugurika lui-même qui a la clé de son incarcération puisque c'est bien lui qui connaît la personne qui a tué les trois soeurs et que la justice lui demande de le dénoncer pour être ensuite libéré. [rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa]

=====  
=====

[RPA] Nouvelles locales du lundi 16 février 2015 @rib News, 16/02/2015

- Le directeur de la RPA a comparu ce lundi devant la Cour d'appel de Bujumbura en chambre de conseil qui devra statuer sur sa libération conditionnelle ou non. C'est après que le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura ait décidé en chambre de conseil du 4 février de maintenir Bob Rugurika en prison. Il a été entendu à la prison centrale de Muramvya où il est incarcéré. Le tribunal s'était déplacé pour y siéger. Les accusations portées contre lui n'ont pas changé et l'accusation a estimé qu'il doit être maintenu en prison s'il ne livre pas le criminel à la justice. Il a aussi précisé que le tribunal peut décider sa libération moyennant une caution d'au moins 20.000.000Fbu.

La défense a demandé par ailleurs qu'il ne soit pas poursuivi selon les règles du code pénal mais plutôt de la loi sur la presse puisqu'il ne faisait que son travail. Maître Fabien Segatwa se dit confiant quant à la décision qui sera prise par les juges de la cour d'appel puis que selon lui, ils vont considérer l'intérêt supérieur de la nation qui est en danger suite à l'incarcération de Bob Rugurika. Signalons que la décision est attendue d'ici mercredi à midi au plus tard. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa/rtnb]

=====  
=====

[RPA] Nouvelles locales du mercredi 18 février 2015 @rib News, 18/02/2015

- La Cour d'appel de Bujumbura siégeant en chambre de conseil a décidé cet avant midi la liberté provisoire pour le directeur de la RPA en prison depuis un mois. Mais, Bob Rugurika devra payer une caution de 15.000.000Fbu avant de prétendre à cette liberté. Il devra également observer une interdiction de ne pas quitter le territoire national et de comparaître devant la justice chaque premier lundi du mois. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa/rtnb]

- Après le retentissement de cette bonne nouvelle, la population de la ville de Bujumbura s'est aussitôt rendue devant les bureaux de la RPA dans le but de la radio et son directeur qui venait

d'être libéré du moins théoriquement. Plus de 3.000 personnes étaient ainsi depuis vers 11h devant les locaux de la RPA chantant des chansons faisant éloge des travaux de la RPA et demandant la justice pour les trois sœurs de Kamenge tuées sauvagement au mois de septembre de l'année dernière. La foule demandait aussi que la justice travaille sur les révélations de la RPA sur cet assassinat et que les personnes y citées soient entendues. La police assistait à la scène sans faire d'agissements, mais vers 15h, elle est intervenue pour disperser la foule en utilisant les camions pompiers de la police. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa]

=====  
=====

[RPA] [UBJ] Nouvelles locales du mercredi 18 février 2015 @rib News, 18/02/2015 L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) fait savoir qu'elle est dans une joie extrême après avoir entendu que le directeur de la RPA va sortir de la prison conformément à la décision de la cour d'appel de Bujumbura. Le président de cette union professionnelle des journalistes, même si le montant exigé comme caution est élevée, la liberté vaud mieux que n'importe quelle somme d'argent. Alexandre Niyungeko demande à la justice de faire preuve de plus d'indépendance pour ne pas envoyer injustement des personnes en prison. Selon lui, ce n'est que la justice qui permettra de relever le pays dans la voie économique et démocratique sans reproche. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa]

- Des sentiments de joie ont aussi animé les avocats de Bob Rugurika. Maître Lambert Nigarura se dit satisfait de cette décision même si l'affaire n'est pas terminée et que Bob Rugurika va continuer à comparaître devant la justice et surtout en audience publique. Il estime que cela est une étape de sa libération définitive qui vient d'être franchie et demande au tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura de faire vite pour que le dossier soit appelé en audience publique. Il assure que cette libération conditionnelle va intervenir après qu'ils auront terminé à remplir la formalité de payer les 15.000.000Fbu que la cour leur a demandée. [isanganiro/bonesha/rpa]

- Aussitôt dit, aussitôt fait, la caution a été payée cet après midi mais, le mandat d'élargissement de Bob Rugurika n'a été disponible que vers 19h de ce mercredi ; et à ce moment, il a été demandé à Bob Rugurika de partir de la prison de Muramvya. Mais, la population de Muramvya, les organisations de la société civile et des journalistes présents sur les lieux ont catégoriquement refusé qu'il quitte la prison à cette heure. Même le directeur de la prison de Muramvya a refusé qu'il sorte étant donné qu'aucun prisonnier ne peut sortir de la prison après 17h du soir et avant 7h du matin selon le règlement d'ordre intérieur des maisons carcérales du Burundi. Les observateurs ont salué cette décision du directeur de la prison de Muramvya estimant qu'il doit y avoir un plan de détournement de Bob Rugurika après sa libération et ont estimé que sans doute, un mal devrait lui arriver. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa/rtnb]

=====  
=====

[RPA] [UBJ] Nouvelles locales du jeudi 19 février 2015 @rib News, 19/02/2015 L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) salut la concrétisation de la libération du directeur de la RPA ce jeudi. Selon le président de cette union des journalistes burundais, il s'agit d'un événement qui redore l'image de la justice burundaise du moment que l'incarcération de Bob Rugurika avait été décriée par tous et que cette décision était attendue par la plupart des personnes qui se sont exprimées. Alexandre Niyungeko estime que le comportement de la foule montre qu'il y a un message que les autorités burundaises doivent tirer de ce qui s'est passé ce jeudi. Il trouve également que c'est un signe que la population apprécie positivement le travail des journalistes qui sont d'une utilité incontestable dans le pays. Ainsi, il demande à cette population de continuer à les

soutenir et aux journalistes de continuer à s'acquitter de leur travail d'une manière conforme à la loi. Il demande enfin au pouvoir en place de ne pas se livrer dans des montages visant à mettre à mal le travail des journalistes mais de travailler conformément à la loi. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa/rtnb]

=====  
=====  
MARS 2015  
=====  
=====

[CNC] Burundi-Média: CNC – Danger du déséquilibre de l'info avec un journalisme militant ethnique

A Bujumbura, vendredi 13 mars 2015, le Conseil National de la Communication, CNC, a tenu une réunion avec les responsables des médias du Burundi.

Il s'agissait de demander aux journalistes d'être équilibrer dans leur travail, surtout en cette période où les élections approchent.

Le CNC a rendu public un communiqué où il exprime ses inquiétudes sur le comportement de certains médias qui ont tendance à développer un journalisme militant, déviant ainsi aux principes d'éthique et de déontologie, les guides incontestables du métier.

Voici le Communiqué du CNC : <http://www.burundi-gov.bi/IMG/pdf/communiqu%C3%A9-cnc.pdf>

[http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/03/bdi\\_media\\_cnc\\_burundi\\_2015-a.jpg](http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/03/bdi_media_cnc_burundi_2015-a.jpg)

Par exemples, ces média locaux privés burundais indexés par le CNC dispose de près de 80% de l'espace médiatique du pays.

Ils font une sélection des organisations de la société civile qui peuvent s'exprimer ou pas [ Burundi: 2014 – La lumière médiatique était sur une société civile burundaise politique dominante – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16211> ]

Et bien entendu, ils militent pour le parti UPRONA, ex-parti unique sous la Dictature ou encore pour le MSD. Ces 2 organisations politiques ont comme seul électorat majoritaire : les Bahima burundais. [ Burundi: 2014 – La peur sous la Dictature remontée par l'UPRONA et sa JRR – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16256> ]. Ces média créent et alimentent le climat de tension actuel au Burundi pour des fins politiques tribales (ou ethniques). Le CNC doit jouer son rôle de régulateur au niveau de l'équilibre de l'information et sanctionner, surtout à 2 mois des élections démocratiques.

En 2014, comme pour les années précédentes, on a remarqué le Danger que représente – le MONOPOLE MÉDIATIQUE au Burundi aux mains des Enfants de la Dictature des BAHIMA burundais-. C'est à dire que : 8 images sur 10 qui sont données au Burundi par les Média Locaux sont NÉGATIVES. Ce qui se répercutent à l'Internationale avec 7 Images sur 10 données par les Média Internationaux sur le Burundi sont NÉGATIVES [ Burundi: 2014 – L'Espace Médiatique (Espace Public) – Monopole des Bahima burundais – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16403> ].

C'est l'Institut Panos ( <http://www.panoseurope.org/content/qui-sommes-nous> ) qui est en parti-responsable de cette situation de déséquilibre – car c'est elle qui forme une majorité des journalistes du pays et qui , dans sa sélection de Burundais, a formé ces journalistes burundais qui malheureusement sont presque tous des Bahima burundais, et cela au détriment des Barundi. La conséquence est que ces journalistes burundais formés, par sentiment ethnique (ou tribal), ne soutiennent pas la politique de développement socio-économique ou le processus démocratique en cours au Burundi mais les combattent. Tout simplement parce que au pouvoir se retrouve des Barundi !

Le Burundi est un ex – vieux Royaume millénaire africain qui se nommait -Ingoma Y’Uburundi- [ [http://www.burundi-agnews.org/histoire\\_du\\_burundi.htm](http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm) ]. Terrassé en 1966 par les Bahima burundais (soutenus par la France) est devenu une République. Le régime dictatorial des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) fera, en près de 40 ans ( 1966-2005 ), plus de 4,5 Millions de victimes parmi les Barundi: le fameux génocide régicide contre les “Bahutu” Barundi – <http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm>. Aujourd’hui, ce pays africain s’apprête à organiser ses 3ème élections démocratiques consécutives en mai 2015.

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 17 mars 2015

=====  
=====

[ABR] - Nouvelles locales du lundi 02 mars 2015 @rib News, 02/03/2015 L’association burundaise des radiodiffuseurs (ABR) se dit elle aussi consternée par les propos tenus par certaines autorités de ce pays lors de cette marche. Selon le vice-président de cette organisation professionnelle des journalistes, il s’agit d’une tentative de soulèvement de la population contre les médias et leurs journalistes. Patrick Nduwimana estime qu’il s’agit d’une mauvaise démarche qui n’aboutira jamais puisque le peuple est suffisamment avisé des exactions du pouvoir ou de certains de ses services. Il voit plutôt que les problèmes de corruption, de mauvaise gouvernance, de justice prise en otage, des prix qui montent exponentiellement, de pauvreté sans nom n’ont pas été causés par les médias. Il demande donc de ne pas déplacer les raisons de cette situation et d’accepter les défaillances du système et d’en tirer conséquemment des leçons et d’abandonner cette politique d’une ère révolue. Constatant qu’il s’agit d’une suite logique du document produit et assumé par le parti au pouvoir dans la province de Bubanza, il demande à la population de ne pas perdre son temps à écouter ces messages. [rpa/bonesha]

=====  
=====

[ABR] Nouvelles locales du mardi 03 mars 2015 @rib News, 03/03/2015 Les membres des associations professionnelles des médias et de la société civile burundaise ont fait une marche pacifique dans la ville de Bujumbura en commémoration du mardi vert comme ils l’ont décidé dernièrement. Cette fois-ci, les membres de ces associations avaient un message spécial à adresser à différentes autorités. En effet, ils étaient porteurs d’une correspondance adressée au ministre de la Justice pour demander la mise en place d’une commission de magistrats pour enquêter sur la mort des trois religieuses de la paroisse Kamenge.

Le vice-président de l’Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) fait savoir qu’ils sont convaincus que des juges nationaux accompagnés d’experts internationaux sont capables de faire la lumière sur ce triple assassinat même si cela n’est pas facile. Selon Patrick Nduwimana, la justice burundaise semble ne pas vouloir découvrir la vérité, la seule qui aboutira à l’acquittement de Bob Rugurika.

Ajoutons que cette correspondance a été déposée en copies pour information à la Nonciature Apostolique de Bujumbura ainsi qu’au siège de la conférence épiscopale du Burundi et cela par le cortège des manifestants. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

=====  
=====

AVRIL 2015

=====  
=====  
[RUMEUR RADIO] [BONESHA] [ISANGANIRO] [RPA] Burundi/Media: Le CNDD-FDD condamne les rumeurs radio sur les Imbonerakure

Le CNDD-FDD condamne la nocivité des rumeurs radio sur un prétendu armement des Imbonerakure

A Bujumbura, ce vendredi 3 avril 2015, M. Pascal Nyabenda, Président du Parti CNDD-FDD, a sorti un communiqué où il condamne sévèrement les rumeurs en train de circuler, dans les radio privées locaux, faisant allusion à une prétendue distribution d'armes au sein de l'association des jeunes du CNDD-FDD – Imbonerakure – .

A quelques semaines des élections de 2015, la campagne de dénigrement de la jeunesse du CNDD-FDD Imbonerakure, connue pour être le bras droit de la politique de développement socio-économique en cours au Burundi, notamment à travers les Travaux de Développement Communautaire TDC [ <http://burundi-agnews.org/societe/?p=13067> ], a à nouveau repris à travers les média privés locaux aux mains des enfants de l'ancienne dictature des Bahima burundais Micombero, Bagaza, et Buyoya. Et cela de manière dangereuse ...

M. Pascal Nyabenda, président du Parti CNDD-FDD, à travers son communiqué, exhorte l'Etat et les institutions chargées de la sécurité à tout mettre en œuvre pour vérifier ces allégations propagées par ces média privés sur place et rassurer rapidement la population. Mais aussi condamner les propagateurs de ces rumeurs, il faut que l'on puisse mettre un mécanisme judiciaire rapide à cet effet ...

Il regrette cette utilisation des média, pour répandre des rumeurs, comme avec la Radio Mille Colline au Rwanda en 1994, en vue de plonger le pays dans la guerre et la haine, surtout en opposant les ethnies (exemple: Titre – Appel au génocide à Ngozi – <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/944-appel-au-genocide-a-ngozi> ).

A cause des rumeurs diffusées à la radio RPA ( la radio du parti anarchiste violent du MSD de M. Alexis Sinduhije – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=12395> ) de nombreux Burundais des localités frontalières se réfugient soit au Rwanda ou en Tanzanie ... Partir avec des média aussi politisés, aux élections de 2015, les autorités burundaises y réfléchissent encore ... Elles espèrent que ces média privés ( qui ont reçu des fonds pour accompagner ces élections – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=15010> ) ne vont pas récidiver comme en 2010 lorsque, après la défaite aux Communales des partis politiques proches de l'ancienne dictature des Bahima burundais ( UPRONA, MSD, PARENA), ces mêmes radio privées ont été utilisées pour répandre la peur par une rumeur dangereuse – des lanceurs de grenades aux coins de toutes les rues du pays- [ <http://burundi-agnews.org/2.57/index.php/societe/sport/1649-burundi-le-fond-daide-aux-medias-se-fait-attendre> – ] en vue de stopper le processus électorale qui était en cours pour cause d'insécurité généralisée. L'opposition politique, derrière qui se cachait ces média privés, espérait à un retour à des négociations du type Arusha, en 2000, où les politiciens burundais avait fait, à cette époque, totalement abstraction de la volonté du Peuple burundais.

Le parti CNDD-FDD est la première formation politique du Burundi, avec un poids électoral [pe] aux Communales de 2010 de 64%. Historiquement, le CNDD-FDD est héritier du mouvement des Barundi du Burundi qui ont libéré leur pays face à la Dictature des Bahima burundais [ [http://burundi-agnews.org/guerre\\_civile\\_burundaise\\_1993\\_2003.htm](http://burundi-agnews.org/guerre_civile_burundaise_1993_2003.htm) ]. On dit souvent du CNDD-FDD qu'il est le parti au Pouvoir. Ce qui est faux car au Burundi, le mode scrutin lors des élections est proportionnel et non majoritaire, comme en France ou en Angleterre (ou aux USA). Ainsi, ce sont des coalitions de partis qui gouvernent et non un seul parti. C'est ici que se situe l'enjeu politique du moment au Burundi autour du 3ème mandat du très populaire président du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre. L'UPRONA, ex parti UNIQUE, espère, avec ses alliés Français et Belges ( les anciens Colons et impérialistes ) surtout, imposer aux Barundi un autre candidat au CNDD-FDD moins populaire... Cela permettra à ce que les résultats du CNDD-FDD aux élections de

2015 soient moindre que ceux attendus. Et ainsi, lors de la formation des prochaines institutions après les élections de 2015, une coalition d'autres partis politiques autres que le CNDD-FDD pourront prendre la main du pouvoir malgré un CNDD-FDD qui aura gagné en termes de pourcentage. Les enjeux des élections de 2015 sont les enjeux économiques du Burundi, en termes industriel surtout ( la distribution du marché des matières premières), qui se joueront entre 2017 et 2025 avec l'équilibre énergétique trouvé dans le pays. Ce sont des contrats qui pourront rapporter plusieurs Milliards d'USD. Avec le Pouvoir CNDD-FDD, ce sont les SUD-AFRICAINS, les CHINOIS, les ANGLO-SAXONS ( Américains, Anglais, Australiens etc . ), les PAYS-BAS, l'ALLEMAGNE, les PAYS SCANDINAVES, et la SUISSE qui en seront les premiers bénéficiaires avec les BARUNDI. La FRANCE et la BELGIQUE semblent avoir été oubliées...

Le Burundi est un ex – vieux Royaume millénaire africain qui se nommait autrefois -Ingoma Y'Uburundi- [ [http://www.burundi-agnews.org/histoire\\_du\\_burundi.htm](http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm) ]. Terrassé en 1966 par les Bahima burundais (soutenus par la France) et devenu République, pendant plus de 40 ans, le Burundi vivra sous le règne féroce et sanguinaire de la DICTATURE DES BAHIMA Burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya) qui a fait, en plus de 40 ans, plus de 4,5 Millions de victimes parmi les Barundi: le fameux génocide régicide contre les Bahutu Burundi – <http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm>. Aujourd'hui, ce pays s'appête à organiser ses 3ème élections démocratiques consécutives en mai 2015.

DAM, NY, AGNEWS, le dimanche 5 avril 2015

=====  
=====

[French Media Network] Burundi: La French Media Network continue à maintenir la tension  
<http://burundi-agnews.org/uncategorized/burundi-la-french-media-network-continue-a-maintenir-la-tension/>

Le Burundi est attaqué par les Media Français. Malgré le calme au Burundi, la French Media Network FMN continue à maintenir la tension !

Au Burundi, hier, dans une petite localité de Bujumbura, de jeunes casseurs, dont certains drogués, payés pour la plupart pour faire "le spectacle", comme certains l'ont dit, à la Police, se sont mis à la lancer des pierres et à brûler des pneus, en invitant les média étranger à venir filmer et ou photographier. Ils avaient été recrutés pour manifester illégalement et faire de la casse par une poignée de personnes membres minoritaire de la société civile burundaise. Bilan, 5 morts, plusieurs blessés, et des très nombreuses arrestations !index

La première phase consistait à ce que les média privés burundais (Bonesha, RPA, Isanganiro, TéléRenaissance), proches des enfants de la Dictature des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya), couvrent cette manifestation très localisée dans Bujumbura pour répandre la Rumeur dans tout le Burundi, en faisant croire que la guerre avait commencé dans le pays.

Cette phase a été interrompue de justesse par l'efficacité de réaction des services de sécurité du Burundi qui ont tout simplement stoppées les diffusion radio de ces média Rumeur Radio RR, semblables à la fameuse Radio Television des Milles Collines qui s'est illustrés au Rwanda en 1994. La seconde phase, et celle qui est de la diffusion à l'internationale de ce petit fait (une manifestation de près de 100 personnes) localisé à Bujumbura, pour en faire une grosse torpeur au niveau internationale, était l'affaire de la French Media Network FMN ( c'est à dire RFI, AFP, TV5, FRANCE 24, etc.). Ainsi ce lundi 27 avril 2015 au matin, on aurait cru qu'hier il y a eu une révolution au Burundi. Alors qu'il n'en est rien. Le pays était calme. Aujourd'hui, puisque les Radio Rumeur Burundaises ont été mises hors d'état de nuire, ce sont les correspondants de la French Media Network FMN (RFI et AFP ) qui continuent à faire croire qu'il y a quelques choses de grave qui se passe au Burundi. De nombreux débats sont organisés ce soir à travers les réseaux sociaux de la FMN.

Ces prochaines heures l'ont attend la conférence de presse du gouvernement du Burundi. La Diplomatie burundaise, les Ministères de la défense, de l'intérieur, de la sécurité publique du

Burundi et la justice burundaise ont pris très au sérieux cette attaque médiatique de la FMN , semblable aux attaques Internet que subissent certains pays occidentaux réalisés par des pirates. Mais au Burundi, les autorités savent d'où ces attaques proviennent...

Le Burundi pourrait saisir dans un premier temps le Conseil de Sécurité de l'ONU même si la France y a un siège pour dénoncer cette attaque médiatique de la France, qui nuit très fortement à l'image du Burundi. C'est à dire à l'économie du pays. Une somme équivalente à la perte en plusieurs centaines de Millions pourrait être exigée à la France via l'Union Africaine ...

Le procureur de la République du Burundi va pouvoir ouvrir un dossier fourni à la CPI Cour Pénal Internationale contre les personnes et leur réseau international qui ont utilisé des jeunes mineurs burundais lors de la manifestation non autorisée de ce dimanche 26 avril 2015. De jeunes burundais ont été utilisés, comme le sont les jeunes Enfants Soldats, pour faire des manifestations violentes au risque de mourir.

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 27 avril 2015

=====  
=====

[RUMEURS RADIO] Burundi: L'ONU prend conscience des RR – les fameuses Rumeurs Radio A Bujumbura, ce samedi 18 avril 2015, le correspondant AGNEWS sur place a appris des confrères de "Révélation" que le Conseil de Sécurité demanderait que les Rumeurs Radio ou Radio Rumeurs (RR) cessent immédiatement au Burundi

Il s'agit d'un phénomène sociale inquiétant mais surtout dangereux. Certaines radio privés proche de l'opposition politique ,qui dispose d'un monopole médiatique au Burundi, s'adonnent à créer ou véhiculer des Rumeurs les fameux -RR- . Ces derniers jours les RR ont fait fuir la population de KIRUNDO au nord du Burundi pour le RWANDA. Certains citoyens burundais de KIRUNDO étaient pris d'une panique effrayante suite à ce qu'ils entendaient dans certaines radio privés burundaises. Par sécurité, ils se sont dits qu'ils valaient mieux partir ...

Il ne faut jamais oublier que dans la région, les RR étaient chéries en 1994 au Rwanda lors du Génocide par la fameuse Radio haineuse Mille Colline. Certaines Radio privés burundaises, dont de nombreux citoyens de la société civile burundaise demandent depuis quelques mois leur arrêt total, se comportent ces derniers mois de la même façon dangereuse que la triste Radio Mille Colline de 1994 ...

Paradoxalement, il revient certes à l'Etat du Burundi de stopper ce comportement dangereux de ces radio privées qui pratiquent les RR. Mais, lorsque l'Etat tente de le faire, c'est toute la communauté internationale ( la France, la Belgique, et le Conseil de sécurité de l'ONU ) qui crie : « Haro à la liberté de presse au Burundi ! »

Apparemment depuis vendredi, l'ONU semble avoir pris cette question au sérieux. Voici ce que révèle nos confrères de Révélation :

**BURUNDI: LE CONSEIL DE SECURITÉ DE L'ONU DEMANDE À CEUX QUI SONT ENTRAIN DE PROPAGER DES RUMEURS POUR FAIRE FUIR LA POPULATION PAR LA PEUR DE CESSER IMMÉDIATEMENT**

Bujumbura, le 18/04/2015 (Révélation). -Le conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa déclaration de presse rendue publique vendredi tard dans la nuit, heure de New York, reconnaît que les personnes qui fuient le Burundi au nord du pays le font sous le coup des rumeurs et de la peur véhiculés par des personnes qui ne font que propager la peur de la violence au sein de la population. Le Conseil demande à tous ceux qui sont entrain de propager des rumeurs pour faire fuir la population de cesser immédiatement.

Le Conseil demande également à toutes les parties prenantes au processus électoral, y compris les partis d'opposition et leurs groupes de jeunes qui leur sont affiliés de s'abstenir de tout acte de violence avant, pendant et après les élections.

Le Conseil lance en outre un appel à l'apaisement et à la tenue d'élections apaisées au Burundi.

Il sied de souligner que cette déclaration, résultat d'intenses négociations de 3 jours, ne fait aucune mention à la question des mandats présidentiels, devenue une obsession pour l'opposition-société-civile et certains médias burundais que certains qualifient de "caisses de résonance de l'opposition-société-civile".

Selon un diplomate occidental en poste à New York, qui s'est confié à Révélation par téléphone, la question des mandats n'est plus une préoccupation majeure aux Nations unies. Cette question cède de plus en plus de la place à l'importance de la stabilité du Burundi et de la région. Cette analyse a été confirmée par un cadre du Secrétariat des Nations Unies sous couvert de l'anonymat un peu avant la mise en ligne de ce papier. /REV

DAM, NY, AGNEWS le samedi 18 avril 2015

=====  
=====

[RPA] Nouvelles locales du jeudi 09 avril 2015 @rib News, 09/04/2015 La directrice de la RPA antenne Ngozi a été entendue ce jeudi matin au parquet de la République dans cette province. Depuis 10h 25 min, Yvette Murekasabe a été entendue en présence de son avocat suite à une plainte déposée par le représentant provincial de la ligue des jeunes Imbonerakure. Cette plainte faisait suite à une information diffusée sur les ondes de cette radio faisant état de la participation de ce responsable des Imbonerakure au niveau provincial dans une réunion de préparation de massacre de Tutsi en cas de manifestations contre le 3ème mandat du président Nkurunziza. Après cet interrogatoire, la journaliste est rentrée chez elle et aucun autre rendez-vous ne lui a été communiqué. Plus de 200 personnes, dont certains membres de la société civile et des professionnels des médias, étaient venues la soutenir. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====  
=====

[UBJ] [RPA] Nouvelles locales du jeudi 09 avril 2015 @rib News, 09/04/2015 Après cet interrogatoire qui a duré près de 2h, le président de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) qui était lui-même sur place à Ngozi a fait savoir sa réaction. Alexandre Niyungeko estime qu'il s'agit d'une persécution du pouvoir à l'endroit des journalistes qui ne font que leur métier. Il ajoute que la loi est claire et que le journaliste ne peut en aucun cas divulguer sa source d'information pour quelque motif que ce soit. Il trouve par ailleurs que la justice devrait arrêter la diversion et faire ses enquêtes pour que ce massacre ne se produise pas. Il demande aux journalistes de continuer à faire leur travail conformément à la déontologie de leur métier et la loi et de ne pas se laisser intimider par qui que ce soit. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====  
=====

[BONESHA] Nouvelles locales du vendredi 10 avril 2015 @rib News, 10/04/2015 Le correspondant de la radio Bonesha FM dans la province de Makamba a passé plus de 7h en interrogatoire au parquet et à la police de cette province ce jeudi. Serges Sindayigaya a avait été convoqué par le parquet et après interrogatoire du procureur de la République à Makamba, ce dernier a estimé que le dossier ne contient rien d'infraction et l'a renvoyé à la police. L'OPJ qui a

ensuite interrogé le journaliste sous pression du chef de la documentation en province de Makamba a proféré même en public des menaces à son endoit allant même à lui dire qu'il peut le tuer. Durant cette période, il a été interrogé sur un reportage diffusé ce mercredi faisant état d'une probable distribution des armes à certaines personnes dans cette province et était obligé de livrer ses sources, ce qu'il a refusé. Finalement, il a été autorisé à rentrer chez lui et devra encore une fois comparaître ce lundi en compagnie de son avocat. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

- Le directeur de la radio Bonesha FM s'insurge contre ce harcèlement de la police contre son employé. Patrick Nduwimana estime que la loi est claire en ce qui est de la révélation des sources d'information par les journalistes. Il estime que le comportement de cet OPJ est déplorable du moment qu'il est même le vice-commissaire de la police judiciaire à Makamba. Selon lui, le moyen le plus légitime pour les autorités est de démentir les informations diffusées et pour la justice et la police de faire des enquêtes approfondies pour découvrir la vérité à ce sujet. Il ajoute que le rôle des journalistes et d'éclairer les preneurs de décisions afin que le pire soit évité en temps utile. Il demande ainsi que ces manoeuvres échapatoires cessent et que chacun puisse être interpellé par les informations diffusées par les journalistes. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====  
=====

[RPA] [BONESHA] [ISANGANIRO] [TELERENAISSANCE] [CCIB FM+] Nouvelles locales du lundi 27 avril 2015 @rib News, 27/04/2015 L'actualité de ce lundi a été dominée par les manifestations qui se déroulent depuis ce dimanche pour contre le 3ème mandat de l'actuel président de la République Pierre Nkurunziza à la présidentielle de juin prochain. Les manifestants se sont rassemblés selon les quartiers de leur provenance... - Dans la foulée, la branche de la RPA dans la province de Ngozi a été fermée cet avant-midi sur ordre du procureur de la République dans cette province. Il était vers 10h quand les policiers qui accompagnaient le gouverneur de cette province ont annoncé cette nouvelle aux journalistes de la RPA Ngozi qui se sont exécutés sur le champ. Le médium a été accusé de diffuser en direct les émissions en direct de la RPA Bujumbura concernant les manifestations dans la ville de Bujumbura.

- Au même moment, les radios RPA, Bonesha FM, Isanganiro, Radio Télévision Renaissance et CCIB FM+ avaient décidé de travailler en synergie pour diffuser en direct ce qui se passait dans les rues de Bujumbura. L'émission qu'ils avaient préparée a été interrompue par des policiers qui ont envahi la maison de la presse. A ce même moment, la police a arrêté le président de l'APRODH qui était présent au sein de ce centre. Pierre Claver Mbonimpa a été conduit dans une destination jusqu'ici inconnue. Ajoutons également que selon certaines sources, le président du FOCODE et le délégué général du FORSC sont attendus par des mandats d'arrêt déjà signés. Ajoutons aussi que François Bizimana qui avait été arrêté le soir de ce dimanche a été libéré vers 22h après plus de 3h passé en interrogatoire.

- Dans l'après-midi de ce lundi, la radio RPA a été fermée à son tour sur ordre du commissaire de la police en mairie de Bujumbura. Il était vers 15h quand il est arrivé à la RPA accompagné par des policiers et ont ordonné la fermeture de cette station. Ainsi, jusqu'à présent, elle n'émet pas du tout. Ajoutons que les émetteurs de la RSF Bonesha FM, Isanganiro et RPA et de la RPA ne sont pas fonctionnels à l'intérieur du pays depuis ce dimanche.

=====  
=====

[BONESHA] Nouvelles locales du mardi 28 avril 2015 @rib News, 28/04/2015 - Les manifestations contre la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de juin prochain ont continué dans la ville de Bujumbura. En ce 3ème jour, les choses n'étaient pas faciles dans les communes de Nyakabiga plus précisément à l'avenue de l'imprimerie dite avenue de la mort. La police a continué d'empêcher les manifestants d'avancer et ces derniers ont barricadé la route et la police a tiré des gaz lacrymogènes. Aujourd'hui, elle a même tiré à balles réelles. ... Dans la commune de Kanyosha, les jeunes Imbonerakure de la zone Ruziba sont venus faire une contre manifestation où ils s'affrontaient avec les manifestants à la 7ème avenue. Certains étaient même armés de gourdins, de machettes et de fusil de type pistolet comme les journalistes de la RSF Bonesha FM ont pu s'en rendre compte. Ces derniers ont échappé de justesse à un assassinat par ces jeunes qui les accusaient de venir distribuer des armes n'eût été l'intervention d'un agent de la documentation qui a demandé à ces jeunes de les laisser partir.

=====  
=====

[ABJ] [BONESHA] [ISANGANIRO] [RPA] Nouvelles locales jeudi 30 avril 2015 @rib News, 30/04/2015 - L'Association Burundaise des Journalistes (ABJ) dénonce le fait que certains journalistes sont séquestrés par la police, certains agents de la documentation ou même les Imbonerakure quand ils sont en train de chercher des informations sur les manifestations. Le président de cette association professionnelle des journalistes voit que ces dérapages peuvent être nuisibles pour le futur des personnes qui s'en rendront coupables. Il demande au président de la République d'assurer la sécurité des personnes qui ne font que leur métier. Alexandre Niyungeko demande également la réouverture de la radio RPA sur toute l'étendue du territoire et celle des radios Bonesha FM et Isanganiro à l'intérieur du pays afin que la population continue d'être informée sur ce qui se fait ...

=====  
=====

[RFI] Burundi: FORSC à RFI répand le mensonge sur la manifestation meurtrière de Dimanche index Cela s'est passée ce dimanche 26 avril 2015 dans une petite localité de Bujumbura. Une manifestation illégale organisée par M.Vital Nshimirimana (FORSC), M. Pacifique Nininahazwe (FOCODE), et M. Pierre Claver Mbonimpa (APRODH). Ces derniers ont fait manifester des jeunes mineurs drogués...

Un citoyen burundais du nom de M. Kamwenubusa est fâché d'entendre des mensonges sur RFI. Voici ce qu'il rapporte sur l'un des activistes de la société civile qui a attisé le feu ce week-end, M. Vital Nshimirimana du FORSC, faisant abstraction des images sur internet et facebook qui montre clairement des jeunes drogués (parfois même de jeunes mineurs) violents faisant face à la Police Nationale Burundaise :

Vital Nshimirimana du FORSC vient de mentir à la RFI disant que les manifestants de Bujumbura sont pacifiques.

La vérité est que ces manifestants sont violents, ils brûlent les pneus, ils jettent des pierres aux policiers, ils tirent sur les policiers, ils bloquent les routes.

Ce qui est aberrant qui doit retenir l'attention de la communauté internationale, c'est que Vital Nshimirimana, Pacifique Nininahazwe, Pierre Claver Mbonimpa font manifester des mineurs, écoliers, élèves. Le pire encore, ces jeunes sont d'abord drogués.

Voici un mauvais souvenir des années 1993, 1994.

Regardez cette folie... Et demain on nous dira que c'était pacifique alors que les forces de l'ordre ont été cruellement blessés, membres fracturée...voilà dans quel monde Pacifique et consort nous

obligent à vivre... Tôt ou tard, il faudra que chacun prenne ses responsabilités et la justice soit rendue.

Bilan de deux policiers déjà morts et des blessés. Des pneus brûlés à Cibitoke, Musaga et Nyakabiga. Routes bloquées par les manifestants. Néanmoins, le calme revient car la radio incendiaire RPA a été interdite de continuer à attiser le feu et à pousser les gens à l'insurrection. Coup de chapeau au ministre de l'intérieur. Il se peut que les manifestations ont eu lieu dans les communes dominées par les descendants des anciens manifestants de 1994, 1995. Ils se sont rappelés leur ancienne pratique de brûler les pneus pour bloquer les routes. Le centre ville est très bien gardé et même tuer les gens en les brûlant.

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 27 avril 2015

=====  
=====  
MAI 2015  
=====  
=====

Burundi: Pourquoi y a t'il un conflit entre les média privés et l'Etat ?

AGNEWS répond aux questions de l'heure pour comprendre la situation de crise au Burundi :

Au Burundi, depuis quelques années, il existe un monopole médiatique en défaveur de l'Etat. Avec tout le risque de désinformation qui s'en suit...

Burundi: 2014 – L'Espace Médiatique (Espace Public) – Monopole des Bahima burundais février 27, 2015 [ <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16403> ]

Ce monopole médiatique du privé a engendré un conflit avec l'Etat parce que ce sont les enfants de l'ancienne dictature des Bahima burundais ( Micombero, Bagaza, Buyoya) qui en sont les bénéficiaires. Ces derniers utilisent les média privés, comme des outils de combats politiques (en opposant politique) et non comme un bien publique, qui suit la politique de développement que mène l'Etat pour faire sortir le Burundi de la pauvreté. Les média privés se comportent non pas comme des adjuvants du processus démocratique en cours. Mais au contraire, ils participent à assombrir l'image du Burundi. Ainsi la désinformation ( la non réalité ) a le dessus sur l'information ( la réalité).

L'autre problème est d'ordre financier car, ces média privés reçoivent de l'Union Européenne et des USA des financements assez important qui dépassent largement ceux de la radio télévision nationale du Burundi – la RTNB. Par exemple, un peu avant les élections 2015, les Pays-Bas ont donné 1,7 millions d'Euro aux radio privés burundaises.

En conclusion, le problème au Burundi avec les média vient du fait qu'il y a un rapport de force défavorable, d'un point de vue (1) équilibre de l'information et (2) au niveau financier, entre l'État et les média privés. La question médiatique devient dès lors un problème de sécurité intérieur et extérieur. Car, ce sont les média locaux qui informent les média internationaux.

Par exemples :

1ème exemple – les manifestations de Buja : l'Etat veut montrer que la sécurité est bonne dans tout le pays, dont la campagne électorale bat son plein. La RTNB le démontre, pour rassurer, en révélant les divers rapports de gouverneurs provinciaux, mais aussi en montrant des images des partis politiques qui défilent pour séduire leurs électeurs en cette période électorale à travers tout le pays.

Les Radio Privés vont montrer, en retapant plusieurs fois sur le même clou, la révolte des manifestants des seuls 4 quartiers de Bujumbura, alors que le pays compte 3002 collines et quartiers. A cause de cette – Bulle de Peur – que vont créer ces média privés et du rapport de force déséquilibré existant entre les média privés et publique, la conséquence de cette désinformation est alors que des Barundi fuient le pays et vont s'exiler, pris de panique, car ils pensent qu'il y a un retour de la guerre au Burundi.

2ème exemple – Le coup d'État manqué du mercredi 13 mai 2015 : Des généraux putschistes arrivent dans un local d'un de ces média privé et déclarent un Coup d'Etat militaire. Tous les autres média privés (\* sauf la Radio RemaFM qui sera alors brûlée par les putschistes ) relayent cette information et seul la Radio Nationale burundaise ( le seul média publique) dément cette information. Ces média privés qui ont relayé l'information du Putsch poussent les média internationaux à confirmer qu'il y a un putsch militaire au Burundi est que le Président est déchu.

Aucun des média privés ne prendra le temps de vérifier si l'information est vrai ou fausse. Tous annoncent le Coup d'État. La Bulle du Coup d'Etat arrivent alors aux oreilles des Burundais dans tout le pays. Conséquence, plus de 50 000 Barundi pris de panique, fuient pour s'exiler en Tanzanie. Le HCR et les autorités Tanzaniennes sont débordés.

Finalement, on comprendra plus tard qu'il s'agissait d'un COUP D'ETAT MILITAIRE MEDIATIQUE car il ne reflétait pas la réalité de terrain. Le BLUFF causé par la BULLE des média privé locaux, puis relayée par les Média Internationaux, a failli réussir. Mais, les autorités burundaises ont réagit rapidement pour dégonfler cette BULLE. Le coup d'État a ainsi échoué.

Voilà pourquoi il y a un conflit entre les Média Privé au Burundi qui ont un Monopole et l'Etat du Burundi.

Vous pouvez lire aussi :

Burundi: 2012, une société civile monopolisée par les média mars 10, 2013 - <http://burundi-agnews.org/uncategorized/?p=5609>

Burundi: Une rébellion virtuelle terrorise. novembre 18, 2011 - <http://burundi-agnews.org/le-politique/societe-civile/?p=1727>

Burundi : Faits médiatiques depuis mai 2010 (scrutins démocratiques 2010) octobre 30, 2011 - <http://burundi-agnews.org/le-politique/societe-civile/?p=1649>

BURUNDI – MEDIA : Retraite d'évaluation des engagements des responsables des médias et du CNC décembre 8, 2009 <http://burundi-agnews.org/le-politique/societe-civile/?p=216>

[2006] Burundi – Opposition / UPRONA (II): Le réseau politique, civile et médiatique « UPRONA » dirige l'opposition burundaise. décembre 22, 2006 <http://burundi-agnews.org/le-politique/bilan/?p=1852>

[2005] Burundi – politique / media: Y a t'il un conflit entre les média et le pouvoir burundais [novembre 2005 – septembre 2006] ? septembre 24, 2006 <http://burundi-agnews.org/le-politique/societe-civile/?p=676>

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 23 mai 2015.

=====  
=====

[French Média Network] [SAMATHA POWER US CONNECTION] Burundi / Guerre : La France avec la French Média Network attaque les Barundi

A Bujumbura, ce samedi 2 mai 2015, dans les coulisses, les autorités burundaises se plaignent de la mauvaise image et des mensongères que répandent la FRANCE et Mme SAMATHA POWER à travers le monde sur le Burundi.

La guerre de l'ombre, qui est une guerre de l'image et du son ( la guerre médiatique) , que livre la FRANCE au Burundi est illégale car elle ne respecte pas la souveraineté du BURUNDI et des BARUNDI. Surtout, elle est totalement disproportionnée financièrement.

La French Média Network FMN :

Ce sont les média de la Francophonie qui sont utilisés par la France dans leur guerre géostratégique dans le monde et ici en particulier en Afrique.

Le Burundi est aujourd'hui ( avril/mai 2015) attaqué Médiatiquement par la France.

Voici un exemple criant :

Le décor :

4 petits quartiers dans une commune de Bujumbura ( le Burundi compte 119 Communes).

Les acteurs :

de jeunes manifestants , majoritairement Hima burundais ( mais aussi de jeunes étrangers de la capitale ), certains payés par des associations de la société civile ou par des commerçants (eux mêmes subsidiés par l'Union Européenne ou USAID ), drogués, anarchistes et violents. Car ils utilisent des pierres, des grenades et des armes. Ils brûlent des pneus pour les photo et les films destinées aux média étrangers .

La police burundaise ( soutenue l'armée FDN ,et les Services Nationale de Renseignement) .

Les forces de sécurité burundaise sont parmi les meilleurs d'Afrique. Ils sont devenus un problème pour les ambitions françaises de gendarme de l'Afrique pour le compte des USA dans le jeu de la globalisation.

La seule manifestation ( celle du dimanche 26 mai 2015), illégale car non autorisée, qui a eu lieu concernait une centaine de jeunes casseurs ( utilisant des grenades et des armes) qui étaient opposés à la Police Nationale du Burundi. Il a eu 2 morts et de nombreux blessés, plus arrestations. Ces casseurs manifestaient pour le compte de certaines associations connues de la société civile burundaise ( majoritairement Hima) dont FORSC, FOCODE et APRODH. Ces organisations de la société civile Hima burundaises sont contre la reconduction du très populaire Président africain du Burundi, S.E. NKURUNZIZA Pierre.

La police du Burundi a réussi à mettre fin à cette insurrection très localisée dans la capitale burundaise. Mais c'est là alors qu'est intervenu LA FRENCH MEDIA NETWORK FMN appuyée par la SAMANTHA POWER US-CONNECTION ( SPUC).

Voici comment une petite manifestation très localisée à Bujumbura a rendu le BURUNDI un pays en proie à l'explosion à travers le MONDE.

Toutes ces images tirées de GOOGLE montrent les média de la FRENCH MEDIA NETWORK FMN ( épaulée, côté anglais, par la SAMANTHA POWER US-CONNEXION) qui vont déformer ce petit incident localisé dans 4 quartier d'1 commune burundaise de Bujumbura en un problème GLOBAL ...

EXEMPLE 1 ( image – Recherche google 2 mai 2015 à 8:16 matin heure Française ) : Voici ceux qui écrivent sur le Burundi. Il n' y a aucun média africain. Je vois sur l'image : LE MONDE ; LE SOIR; RFI ; TRIBUNE DE GENEVE ; FRANCE 24 ; et RTBF.

<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/05/bdi-burundi-frenchMediaNetwork-02042015a.jpg>

EXEMPLE 2 ( image – Recherche google 2 mai 2015 à 8:16 matin heure Française ) suite : Voici ceux qui écrivent sur le Burundi. Il y a un seule média "africain" MALI ACTU ( Réseau FRANCOPHONIE). Sinon je vois sur l'image : LE MONDE ; LE SOIR; RFI ; METRO MONTREAL, ROMANDIE.COM; FRANCE 24 ; LE FIGARO; LALIBRE.BE; RADIO CANADA; ET COURRIER INTERNATIONALE.

<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/05/bdi-burundi-frenchMediaNetwork-02042015b.jpg>

<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/05/bdi-burundi-frenchMediaNetwork-02042015c.jpg>

EXEMPLE 3 ( image – Recherche google 2 mai 2015 à 8:16 matin heure Anglaise ) – LE RESEAU SAMANTHA POWER US CONNECTION : Voici ceux qui écrivent sur le Burundi. Il n’ y a pas un seule média “africain”. Je vois sur l’image : US NEWS & WORLD REPORT ; REUTERS; BBC NEWS ; CNN international ; THE GUARDIAN ; NEW YORK TIMES ...

<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/05/bdi-burundi-frenchMediaNetwork-02042015d.jpg>

=====  
=====

[ABR] Nouvelles locales du mardi 12 mai 2015 @rib News, 12/05/2015 L’association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) fait savoir qu’elle subit des pertes énormes suite à la fermeture de la RPA sur toute l’étendue du territoire national, la fermeture des radios Isanganiro et Bonesha FM à l’intérieur du pays, la fermeture des studios de cette association et la coupure des lignes téléphoniques de toutes les radios privées non proches du pouvoir. Le président de cette dernière précise que cela est ainsi alors qu’aucune faute commise n’a été communiquée aux concernés. Ainsi, Patrick Nduwimana constate que tout cela ne vise que l’opacité dans les élections en préparation. Il demande par la suite aux bailleurs qui appuyaient le processus électoral via cette association de patienter avant de débloquent leurs aides. Il annonce de même que cette association va saisir les tribunaux tant internes qu’externes contre ces différentes décisions. En attendant, il demande au gouvernement du Burundi d’ouvrir ces radios et à L’ONATEL d’ouvrir les lignes téléphoniques de ces radios.

=====  
=====

[French Média Network] [SAMATHA POWER US CONNECTION] Burundi/Sécurité: La FDN engagée dans une guerre-Média face à la France

La mission première de la Force de Défense Nationale (FDN) ‘l’armée des Burundi’ est de protéger ses citoyens face à un ennemi extérieur...

A Bujumbura, ce vendredi 1 mai 2015, 3 policiers ont été tués par 2 attaques à la grenade lancées par des jeunes anarchistes violents et drogués. Jeudi 30 avril 2015, c’était 1 militaire burundais qui était tué...

Pour le Service National des Renseignements (SNR) Burundais, c’est bien le scénario insurrectionnel qui avait été prévu par les planificateurs de l’attaque du 30 décembre 2014 à Cibitoke, que la Force de Défense Nationale (FDN) avait tué dans l’œuf.

L’idée, selon les prisonniers qui avaient été pris vivants après l’attaque ratée de CIBITOKÉ et qui croupissent en prison au Burundi, était de préparer des rebelles burundais pour perturber la sécurité des élections démocratiques de 2015. Espérant que ces élections n’aient jamais lieu et que la Communauté Internationale exige des négociations du type Arusha en 2000, où ce sont des politiciens véreux burundais qui se sont arrangés entre eux au détriment du Peuple des Burundi.

Cette insurrection, focalisée dans 4 petits quartiers d’1 commune du Burundi, est la seule alternative du projet manqué de déstabilisation du Burundi qui devaient commencer fin décembre 2014 et qui avait échoué.

Actuellement, ce sont les média de la FMN – French Média Network et la SPUC – SAMATHA POWER US CONNECTION [ Burundi /Guerre : La France avec la French Média Network attaque les Burundi – <http://burundi-agnews.org/uncategorized/?p=17494> ] qui tentent avec des Rumeurs Média Mondialisées RMM de confronter les Forces de Sécurité Burundaises entre elles. Par exemple, la FMN et la SPUC ont cette semaine souhaitée préparer un COUP D’ETAT MILITAIRE au Burundi...

Mais, peine perdue, c’est une non connaissance des Burundi, car toute la FDN est aujourd’hui mobilisée dans la guerre média contre la France. C’est vrai, la FDN attendait une guerre plus traditionnelle de terrain, type Homme à Homme, comme l’attaque de Cibitoke en décembre 2014, mais apparemment la France a préféré commencer avec une guerre de l’OMBRE en utilisant les MEDIA de la FMN et de la SPUC pour attaquer le Burundi.

La FDN et la DIPLOMATIE Burundaise sont déployés pour faire face à cette menace sécuritaire régionale et africaine dont l’objectif est d’empêcher qu’est lieu les élections démocratiques au Burundi (entre mai et juin 2015) et de créer un désordre sécuritaire dans toute la région des Grands Lacs pour enfin démanteler la fameuse ou l’Ogre RDC Congo, avec ses 1000 MILLIARDS USD d’exportations annuelles de matières premières.

La FDN, qui est une des meilleurs armés d’Afrique en ce moment, comme elle l’a démontré sur le terrain en Centrafrique et en Somalie, est entrain de livrer sa première grande bataille – média- de son Histoire.

A cause de moins disproportionnés que dispose le Burundi pour faire face à la France dans cette guerre médiatique, les militaires de la FDN (et la SNR) ont pris une première mesure de sécuriser en stoppant certains média locaux burundais qui étaient de connivence et financés (des collaborateurs) par l’ennemi. Ces média locaux avaient déjà fait beaucoup de dégâts car elles avaient fait fuir des milliers de Burundais vers les pays voisins, rien qu’en lançant des RUMEURS RADIO RR tel la fameuse Radio Télévision Libre des Milles Collines en 1994 au RWANDA.

Hier, et avant hier, la FMN et la SPUC, ont réussi, par télécommande interposé, rien qu’en haranguer les jeunes Hima anarchistes violents burundais des 4 petits quartiers d’1 commune de Bujumbura, a passé à l’action. Ces jeunes s’en sont pris “4 à la brochette” comme ils se le disent sur les réseaux sociaux. 4 membres des Forces de l’ordre du Burundi sont morts parce que les Média de la FMN et du SPUC exigeaient du sang et des morts. Cette guerre par télécommande interposé est similaire à la guerre qu’Al-Qaïda mène contre l’occident et les USA, elle utilise des procédés lâches, inodores, et indétectables. Quelle différence y a t’il entre un jeune extrémiste islamiste qui se fait exploser devant une foule de citoyens innocents en Europe ou USA ou ailleurs, et un jeune burundais drogué, anarchiste violent, poussé par les Média à passer à l’acte ?

La FDN, avec d’autres forces africaines et des armées alliés (véritablement alliés), est entrain de préparer sa riposte dans cette guerre du 21ème siècle, qui lui est imposée par la France.

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 2 mai 2015

=====  
=====

[BONESHA] [ISANGANIRO] [TELERENAISSANCE] [REMAFM] [RTNB] - Nouvelles locales du mercredi 13 mai 2015 @rib News, 13/05/2015 Les choses ont pourtant basculé dans l’après-midi. En effet, le Général Major Godefroid Niyombare a annoncé sur les ondes des radios Isanganiro, Bonesha fm et Télé Renaissance que le président Nkurunziza est destitué de ses fonctions. Dans un communiqué lu dans un camp militaire de la capitale, il a assuré que le gouvernement est aussi suspendu et que ce sont les secrétaires permanents des ministères qui sont désormais chargés d’assurer la continuité des services au sein de ces derniers. Les accusations portées contre le régime Nkurunziza sont entre autres la violation des droits de l’homme en général et ceux des manifestants en particulier, l’attisement de la haine entre les forces de l’ordre et la population, le dénigrement de l’utilité des burundais, la violation de la constitution et des accords d’Arusha pour ne citer que celles-ci. Il a ajouté que pour tous ces motifs, un comité pour la

concorde nationale est mis en place et qu'il va dans les tous prochains jours entrer en contact avec tous les politiciens du pays pour trouver un compromis qui permettra de remettre le pays dans le processus électoral dans lequel il était déjà engagé. - Après cette annonce, la population de Bujumbura a afflué en grande masse vers le centre-ville pour fêter cet événement. Une véritable marée humaine s'est déversée sur toutes les avenues de Bujumbura surtout la place de l'indépendance et devant de la radio RPA. Fermée depuis près de deux semaines, cette dernière a immédiatement commencé à émettre. Les émetteurs des radios privées à l'intérieur du pays ont aussi commencé à émettre. La population s'est aussi dirigée vers la RTNB, mais les militaires ont tiré en l'air pour les repousser et les disperser.

- Entre temps, les putschistes n'ont pas jusqu'à présent réussi à pénétrer à l'intérieur de la RTNB. En effet, il paraît que les militaires qui gardent ce médium national ont refusé que les mutins y entrent. Ces derniers ont pourtant encerclé la RTNB et il paraît même que des négociations sont en cours pour qu'ils se rendent dans la tranquillité afin de préserver l'unité de ce corps. Ceci signifie que les mutins n'ont pas encore fait passer leur message à la RTNB, ce qui par ailleurs a désorienté la population qui a pensé que le coup d'Etat a échoué.

- Par ailleurs, le conseiller du président de la République chargé de la communication a annoncé aussitôt sur les ondes de la radiotélévision Rema FM proche du pouvoir que le groupe qui a tenté la déstabilisation des institutions a été neutralisé. Par téléphone, Willy Nyamitwe a ajouté que ce groupe est en débandade et qu'il se cache quelque part. Il a aussi assuré que la police et les militaires sont à leurs trousses et qu'ils seront arrêtés et présentés à la justice très bientôt. Ajoutons que la radiotélévision Rema FM et la RTNB n'ont plus émis depuis cette annonce du Général Niyombare vers 14h et qu'elles se sont contentés de produire de chansons.

- Vers la fin de l'après-midi, les militaires ont exécuté l'ordre de fermer l'aéroport international de Bujumbura. Le personnel civil est rentré et l'aéroport a été fermé de même que ses projecteurs ont été éteints. Les manifestants se sont introduits dans les enceintes de la radiotélévision Rema FM et ont brûlé certains véhicules qui se trouvaient à l'intérieur. Les militaires qui sont aussitôt arrivés sur place ont évacué le personnel de cette radio en toute sécurité. Il paraît même que certains matériels de cette radio auraient été volés par la suite et elle n'a plus émis jusqu'à présent.

=====  
=====

[BONESHA] [ISANGANIRO] [REMAFM] Nouvelles locales du jeudi 14 mai 2015 @rib News, 14/05/2015 - Les nouvelles locales de ce jeudi 14 mai 2015 ont été rares suite à la fermeture des radios privées du Burundi qui a été opérée ce jeudi même alors qu'elles étaient la principale source d'information.

- En effet, après l'attaque menée contre la Radiotélévision Rema FM l'après-midi de ce mercredi par une centaine de personnes, la Radiotélévision renaissance a été attaquée pendant cette nuit de mercredi par des personnes en uniforme de police. Les policiers qui montaient la garde à cette saltation ont répliqué et les assaillants ont battu en retraite. Le bilan de cette attaque a été de quelques biens endommagés à l'extérieur des bâtiments.

- Il en a été de même sur la radio Bonesha FM qui a été elle aussi attaquée par des hommes en uniforme de police. Ces derniers ont lancé une grenade sur cette station alors que le personnel était déjà rentré. Le veilleur qui a alerté les responsables de cette radio a précisé que ces personnes avaient un véhicule qui les transportait et un bidon plein d'essence sur eux.

- Probablement les mêmes personnes sont passées à la radio Isanganiro, mais ont été repoussés par les policiers qui étaient en garde à cette radio et n'ont pas pu entrer.

- Ce matin, les radios privées ont commencé à émettre tardivement alors que la RPA qui elle avait essuyé des tirs nourris lors de cette même nuit n'a pas du tout ouvert ses portes ce jeudi. En outre, selon le chargé des programmes à cette radio, un groupe de personnes en tenue militaires est venu et

a tiré sur les militaires qui montaient la garde à cette radio et un échange de coups de feu s'en est suivi. Gilbert Niyonkuru fait savoir que les 10 militaires ont été dépassés par les assaillants qui étaient plus nombreux et ont pu atteindre l'intérieur du bâtiment qui abrite cette radio. Ils ont mis le feu à ce dernier par une lance-roquette et il a assuré qu'il n'est pas encore au courant des dégâts causés par cette attaque.

- Vers 10h du matin, la radio Bonesha FM a été interdite de fonctionner par un groupe de policiers venus à cet effet. Ils ont obligé les travailleurs de cette antenne de fermer et au moment où ces derniers demandaient le motif de cette fermeture, ils ont entendu des explosions et des coups de feu de la part de ces mêmes policiers. Ils sont sortis sans autre formalité et la radio n'émet plus depuis cette heure.

- Vers 14h, la radio Isanganiro a été fermée à son tour. Les motifs de cette fermeture n'ont pas été élucidés, mais il paraît que les journalistes ont été intimidés et ont préféré fermer la radio suite à la situation qui devenait de plus en plus dangereuse.

=====  
=====

[CNC] Burundi: Le CNC demande un équilibre de couverture aux Media internationaux

A Bujumbura, ce jeudi 21 mai 2015, le CNC – Conseil National de la Communication – a appelé les envoyés spéciaux et les correspondants des médias étrangers à être équilibrer dans la couverture de leurs informations sur le Burundi. Car, en ce moment, ils sont entrain de construire “une bulle”, terme emprunter aux jargons économique et de la communication, qui ne reflète nullement la réalité burundaise, dont le but est la désinformation.

[ <http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/05/bdi-bulle-information-burundi-attaque-2015.jpg>

Exemple de la BULLE de désinformation sur le Burundi - construite par les média internationaux le samedi 23 mai 2015. A l'Étranger tout le monde pense qu'il y a une guerre au Burundi. Le cour de la Bourse des sociétés en contrat avec le Burundi tombe. Alors que cette information est fausse. Ce n'est pas la réalité au Burundi.]

Le CNC a pris, comme exemple, cette période de campagne électorale qui bat son plein dans les 119 communes burundaises ( sauf bien entendu dans les 4 quartiers rebelles de Bujumbura, à mettre en balance avec les 2998 autres quartiers et collines du pays ), où tous les partis politiques burundais défilent dans leurs plus beaux apparats, avec plein de belles couleurs, dans tout le Burundi en vue de séduire les 3 859 296 électeurs, prêts à aller voter le vendredi 5 juin 2015 aux Communales et législatives 2015.

Le CNC demande aux média internationaux de couvrir tous les aspects du processus électoral, c'est à dire la campagne électorale et les manifestations des 4 quartiers de Bujumbura, s'ils le désirent. Mais, tout cela doit se faire de manière équilibrer et surtout ne pas construire “une bulle médiatique fausse de la réalité sur le Burundi -bâtit seulement sur ce qui se passe dans les 4 quartiers de Buja-“. Le CNC trouve regrettable que la plupart de ces journalistes étrangers présents au Burundi ont reçu sur leurs accréditations demandées, avec la mention – couverture du processus électoral-. De plus, la plupart des accréditations précisent bien qu'il est question de «reportages au Burundi ».

Le Burundi fait face à une attaque médiatique de grande ampleurs, menés par des média privés ( multinationales de la communication ), payer les USA et l'Union Européenne ( la France, la Belgique ), pour mener une campagne, qui aurait coûté quelques centaines de millions d'USD (selon une oreille indiscrete parmi les correspondants indépendants étrangers sur place à Bujumbura ), afin de stopper le processus électoral démocratique en cours dans le pays. Au Ministère de la Défense du Burundi, on parle même d'une guerre médiatique car cela est devenue une question de sécurité nationale. Cette guerre affecte l'image du Burundi, la santé des Burundi ( des peurs qui réveillent des traumatismes passés ), a failli conduire à un Coup d'Etat, et surtout nuit de manière très forte à l'économie nationale.

=====  
=====

[RTNB] Nouvelles locales du jeudi 14 mai 2015 @rib News, 14/05/2015 - Auparavant vers 3h du matin, le chef d'Etat Major général de l'armée s'était exprimé par téléphone sur les ondes de la RTNB. Le général major Prime Niyogabo avait annoncé que le groupe de militaires qui avaient tenté un coup d'Etat a été démantelé et se trouve en débandade. Il avait assuré que les militaires loyaux les poursuivent et que la situation est entre leurs mains. Il avait également souligné que la population doit rester sereine afin de lutter efficacement contre ces parvenus.

- Ce jeudi vers 13h moins le quart, le RTNB a fait passer un mot d'apaisement du président de la République. Par téléphone, Pierre Nkurunziza remerciait les militaires qui ont résisté vaillamment aux envahisseurs. Il a remercié la population qui croit toujours que les coups de forces n'ont plus de place dans le pays. Il a aussi remercié la communauté internationale qui est près du Burundi dans de tels moments et lui a demandé de ne pas baisser les bras. Il a enfin assuré que les mutins peuvent être pardonnés s'ils demandent pardon.

- Ce discours a immédiatement déclenché une offensive très acharnée contre la RTNB. Durant plus de 45 minutes qui suivent, la radio nationale a suspendu ses émissions, et les observateurs croyaient qu'elle vient de tomber entre les mains des putschistes. Après cette offensive, les émissions ont repris et le directeur général de la RTNB a prononcé un mot sur les ondes de cette radio. Jérôme Nzokirantevyé a assuré qu'ils avaient interrompu les programmes suite à la sécurité qui n'était pas bonne. Il a remercié les forces de l'ordre qui gardent la RTNB pour leur bravoure. Il a également déploré la guerre des médias à laquelle se livrent les mutins.

- Selon certaines sources, il y aurait plus de 4 morts et 27 mutins qui se sont rendus dont deux capitaines. Les mutins se seraient repliés vers le 11ème Bataillon Blindé et les militaires loyaux qui affirment qu'ils contrôlent ce soir la RTNB et l'aéroport international de Bujumbura ont fait savoir qu'ils peuvent les poursuivre d'un moment à l'autre.

=====  
=====

[IWACU] [TELERENAISSANCE] - Nouvelles locales du mardi 19 mai 2015 @rib News, 19/05/2015 Le journal Iwacu décide de reprendre son travail après 5 jours d'interruption suite aux attaques contre les médias privés la semaine dernière. Son directeur assure que la tâche ne sera pas du tout facile dans ces jours, mais Antoine Kaburahe précise qu'il est de leur devoir de tout faire pour travailler même dans les jours où la sécurité n'est pas du tout bonne.

- Concernant la reprise pour les autres médias surtout privés qui ont été attaqués la semaine dernière, le directeur de la radio télévision Renaissance a assuré que cela va être impossible puis que le gouvernement n'y est pas favorable. Innoncent Muhozi se base sur le fait qu'il a été même interdit d'entrer dans les locaux de sa radio sans l'accord du ministre de la sécurité publique comme cela lui a été exigé à l'entrée. Il trouve que c'est une manière d'interdire à ces médias d'ouvrir puis que selon lui, cette autorisation ne peut pas être accordée sans que le gouvernement y soit favorable.

- De son côté, le conseiller à la présidence chargé de la communication assure qu'il faut d'abord une enquête afin de déterminer les responsabilités dans ces attaques. Willy Nyamitwe voit plutôt que même la justice doit faire son travail afin de décourager de telles pratiques dans l'avenir du pays. Il n'a pas aussi exclu une enquête sur le rôle des médias sur la situation au Burundi et sur le bilan de ces attaques. Cela n'a pas du tout plu aux responsables des médias privés à qui on a même refusé

l'accès à leurs locaux afin de se rendre eux-mêmes compte de l'ampleur des dégâts. Ils estiment par ailleurs que les enquêtes peuvent prendre un long temps comme d'ailleurs cela est d'habitude au Burundi et que cela est préjudiciable à leur travail.

=====  
=====

[CNC] Nouvelles locales du jeudi 21 mai 2015 @rib News, 21/05/2015 - Le Conseil National de la Communication (CNC) a convoqué ce jeudi tous les journalistes travaillant pour les médias étrangers œuvrant au Burundi. Le président de ce conseil a estimé que le travail accompli par ces journalistes est louable. Richard Giramahoro a pourtant fustigé le fait que ces journalistes ne rapportent que les informations concernant les manifestations contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza alors qu'il y a plein d'autres choses à dire dans ce pays. Il a demandé à ces derniers qu'ils rapportent aussi les informations en rapport avec la campagne électorale qui est en cours dans le pays. Il leur a aussi demandé, surtout les étrangers, de demander l'accréditation auprès du CNC dans les meilleurs délais pour travailler conformément à la loi.

=====  
=====

[IGIHE] [VOA] Nouvelles locales du jeudi 21 mai 2015 @rib News, 21/05/2015 - Malgré ce discours du président du CNC, un journaliste du journal Igihe qui œuvre au Burundi et au Rwanda et celui de la Voix de l'Amérique ont été empêchés par les jeunes Imbonerakure de prendre des photos lors d'une campagne électorale du parti CNDD-FDD dans la commune urbaine de Kanyosha alors qu'ils étaient allés couvrir cette campagne comme le président du CNC le leur avait demandé.

=====  
=====

[RFI] Nouvelles locales du jeudi 21 mai 2015 @rib News, 21/05/2015 - Ajoutons à toutes fins utiles que l'envoyée spéciale de la RFI à Bujumbura a été malmenée par la police ce mercredi. Sonia Rolley aurait donc décidé de quitter le Burundi et serait déjà remplacée par David Tomson de la même radio.

=====  
=====

[TELERENAISSANCE] - Nouvelles locales du jeudi 21 mai 2015 @rib News, 21/05/2015 - Le directeur de la radiotélévision renaissance a été convoqué ce vendredi au parquet de la République en mairie de Bujumbura. Innocent Muhozi a comparu sans que sa convocation en mentionne le motif. Il a assuré avant d'entrer qu'il ne se reproche de rien et qu'il a même bien dormi cette nuit et n'a pas peur puis que même d'autres innocents croupissent dans les prisons burundaises. Durant plus de 4heures, il a été auditionné par le substitut du procureur de la République en mairie de Bujumbura en compagnie de son avocat. A la sortie, il a annoncé que les questions lui posées tournaient autour de l'allocution du général Godefroid Niyombare déclarant qu'il destituait le président Nkurunziza laquelle allocution a été diffusée sur les ondes de la RTR. Il a assuré qu'il a répondu que la RTR n'a fait que son métier qui est de chercher et diffuser des informations. Il a ajouté aussi que dans ce pays, tout le monde a peur puis que nous vivons une situation incertaine.

Signalons que hormis le directeur de la radiotélévision Rema FM, aucun autre responsable des médias privés n'était venu le soutenir puisqu'ils vivent en clandestinité ou même en exil dans ces derniers jours

=====

Media : Du sang neuf dans la planète sport

Juin 18, 2015 Akeza.net

Le paysage médiatique du sport connaît deux nouveaux visages. Pas si nouveaux que Ça, mais leur duo forme une autre face. Elvis Iradukunda et Arsène Bucuti ont envahi les ondes depuis quelques mois. 1h30 à parler que du sport, sur 5 jours de la semaine. Les auditeurs adorent, surtout qu'ils sont les seuls «pour le moment» à discuter régulièrement du sport, interagir avec les audiences, lancer des débats. Bref aperçu sur le parcours de ces jeunes hommes.

Arsène Bucuti, un jeune journaliste au parcours surprenant

A 24 ans, il a presque tout vu et tout vécu en journalisme sportif. Il a tout couvert médiatiquement. Du rugby à la natation, en passant par le Judo. C'est d'ailleurs l'une de ses fiertés.

En 2006, alors qu'il a 15 ans, il se retrouve tout près de la légende Tharcisse Tungabose, en train de parler sport à la télévision nationale. C'était durant le mondial de 2006. En dépit de la reconnaissance qu'il a eu depuis ce jour, il ne s'est jamais cru journaliste, conscient que sans diplôme il n'irait nulle part.

Depuis le cycle supérieur, il avait de bonnes relations avec les journalistes sportifs comme Styves Derrick Ndizeye, et Alexis Singirankabo. A partir de 2007, Alexis Singirankabo de la RSF Bonesha FM l'invitait régulièrement dans son émission.

En 2010, la RPA perd son journaliste feu Claude Nzibavuga. Arsène Bucuti, recommandé par un vieux loup du métier, se retrouve au micro de la Radio publique Africaine. « Passer sur le même micro que Bob Rugurika, Domitile Kiramvu, Serge Nibizi, m'a marqué », dit-il avec nostalgie.

Arsène Bucuti s'il est journaliste sportif, ce n'est pas un fait du hasard. Il a joué un peu au foot et au Basketball. C'est un ancien portier de l'équipe Flamengo (division cadet et 3ème division de 2003-2006). Jeune, il s'inspirait de Vladmir Niyonkuru, ancien gardien de l'équipe nationale. Il s'est retrouvé au basketball, grâce à son cousin qui l'influçait. Il s'est arrêté dans la division B. Au micro, il tire son inspiration de Tharcisse Tungabose.

A son âge, il a déjà parcouru presque tous les studios. Il a fait un bref passage au journal Iwacu. Une explication ? « Je me considère comme le Suédois Zlatan Ibrahimovic, lui qui a fait tous les grands championnats de foot. Durant tous mes passages, j'ai accumulé une bonne dose d'expérience. Cela joue plutôt en ma faveur », se réjouit-il.

Il est clair qu'il doit sa réussite à plusieurs personnes. « J'ai plusieurs personnes à remercier. Je pense à Osso Prosper, Antoine Kaburahe, Tharcisse Tungabose, Désiré Hatungimana, Lionel Smerjean, et son actuel directeur Alain Michel Buhinja. Ma chère maman est, et reste toujours mon soutien de première heure. Je ne saurai la remercier. »

Il est confiant sur sa carrière, dit-il puisqu'il est devenu mature.

Elvis Iradukunda, de la Télé à la Radio

La voix d'Elvis Iradukunda est familière aux auditeurs. Depuis 2010, il travaillait à la Radio Télé Salama. Tout petit, comme tout enfant de la moyenne classe, il a botté au cuire. A l'époque, il vivait à Rumonge. Il a joué dans Diable Rouge, jusqu'à la 3ème division, avant de prendre sa retraite, afin de se consacrer aux études.

En 2010 il intègre la Radio Salama. Il est présentateur du journal, mais son chef trouve que ce jeune homme a un fort au sport. On lui propose de faire une émission sportive. En 2012, Elvis Iradukunda se retrouve à présenter une émission de sport à la Télé. « Mon émission a été la 2ème émission sportive à passer à la Télé dans l'histoire du Burundi, après celle de la RTNB. En plus c'était une émission en direct », s'exclame-t-il avec enthousiasme.

Elvis Iradukunda est inspiré également par TharcisseTungabose. Selon lui, il n y a rien de plus marquant qu'entrer en contact avec les auditeurs.

Arsène Bucuti et Elvis Iradukunda animent tous les deux l'émission « Ten sports» à la Radio 10. Une émission qui passe de 11h à 12h30 et rediffusée à partir de 22h de lundi à vendredi. A entendre les appels dans l'émission, et les répercussions à gauche à droite, l'émission est beaucoup suivie, surtout qu'avec l'arrêt des autres médias, l'audience est monopolisée.

Armand NISABWE

=====  
=====

Burundi – Elections 2015: Projections des premiers résultats des scrutins du 29/6 – Synergie des médias

A Bujumbura, ce mardi 30 juin 2015, la Synergie des médias PRIVÉS / PUBLICS burundaises (RTNB, Radio Scolaire Nderagakura, Star FM, Umuco FM, ABP) a fourni des précisions sur les premières tendances qui se profilent à la sortie des urnes des élections Communales et Législatives du lundi 29 juin 2015 au Burundi.

Le trio de tête du classement, pour les conseillers communaux et pour les députés, est :

(1er) le Cnnd-Fdd, entre 70 et 85% des voix ;

(2ème) la Coalition Amizero y'Abarundi avec autour de 10% du vote.

(3ème) l'Uprona.

Le Burundi a été victime depuis avril 2015 d'une Révolution de Couleur initiée par les USA, la France et la Belgique, qui devait faire échec aux 3èmes élections démocratiques de 2015. Cette Révolution de Couleur à la sauce burkinabé au Burundi, après quelques semaines de manifestations devaient se clôturer par un Coup d'État qui a eu lieu le mercredi 13 juin 2015 mais qui a échoué.

Depuis les diplomaties américaines, françaises et belges font tout pour discréditer les élections en cours au Burundi notamment en faisant outils de leurs relations aux Nations-Unis, et à l'Union Africaine.

DAM, NY, AGNEWS, le 2 juillet 2015

=====  
=====

JUILLET 2015

=====  
=====

[CNC] Burundi / Présidentielle 2015 : Une Synergie des média – 3 privées et 2 publiques pour ce mardi 21/7

A Bujumbura, ce lundi 20 juillet 2015, M. Richard GIRAMAHORO, Président du Conseil National de la Communication CNC, a informé que pour les élections présidentielles de ce mardi 21 juillet 2015, une synergie des médias, privées et publiques, est prévue.

La synergie des médias sera composée de :

– la radio-télévision nationale du Burundi (Publique);

– la radio scolaire Nderagakura (Privée) ;

– la radio star FM (Privée) ;

– la radio Umuco FM (Privée);

– et l'Agence Burundaise de publication (Publique).

Ces radio et télévisions vont rendre publique le déroulement des élections présidentielles à travers tout le pays, comme pendant les législatives et les communales du lundi 29 juin 2015.  
DAM, NY, AGNEWS, le lundi 20 juillet 2015

=====

Nouvelles locales du lundi 06 juillet 2015 @rib News, 06/07/2015 - Depuis ce samedi 4 juillet, la présidence de la République burundaise diffuse sur les réseaux sociaux un petit documentaire vidéo intitulé "Nkurunziza, Un Homme de Paix". On y aperçoit ses proches vantant les qualités et le mérite du président sortant. Le document vidéo dresse également une liste de réalisations sous les deux mandats écoulés. Il faut tout de même préciser que le document a été tourné et achevé avant février 2015. Donc bien avant les événements dramatiques liés à l'annonce de Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. D'aucuns alors s'interrogent si les soutiens dans ce film, y compris ceux qui l'ont produit, auraient-ils accepté d'y prendre part s'il avait été tourné ces derniers jours.

=====

[French Média Network] Burundi / Présidentielle 2015 : La French Média Network voit noir ce qui est blanc

<http://burundi-agnews.org/securite/burundi-presidentielle-2015-la-french-media-network-voit-noir-ce-qui-est-blanc/>

Le calme et la quiétude de l'élection présidentielle au Burundi dérange ...

Depuis Bujumbura, ce mardi 21 juillet 2015, AGNEWS suit le cour de l' élection Présidentielle 2015. On peut trouver de nombreux journalistes étrangers présents au Burundi, notamment les Africains du Sud de la SABC News.

Ce qui frappe toujours c'est de voir comment les journalistes et média de la French Média Network FMN ( AFP, RFI – que les Tchadiens surnomment Radio Mille Colline, France 24, TV5, le Monde, etc. ) couvrent l'élection en cours au Burundi, qui m'a fois se déroule dans un calme olympien, déroutant toutes les craintes que des spécialistes ONUSIENS ou autres pronostics d'experts avaient imaginé.

Mais pour ne pas rendre ridicule ces experts occidentaux voici comment la French Média Network couvre l'élection du jour au Burundi ( un snapshot d'une page Google actualité en Français vers 15:40 Heure Française ) :

<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/07/bdi-election-presidentielle-burundi-2015-fmn000.jpg>

En conclusion on y voit que du noir alors que toute l'élection se déroule actuellement correctement au Burundi. Où est passée le journalisme d'hier ?

Voici ce qu'en dit le jeune Panafricaniste Kemi Seba [ <https://www.youtube.com/watch?v=4DSV4gjZLuA> ] :

27 avr. 2015 : La French Media Network continue à maintenir la tension [ <http://burundi-agnews.org/uncategorized/?p=17390> ]

28 avr. 2015 : Burundi: Les ambassadeurs africains à Bujumbura fâchés sur la French Media NetWork [ <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=17440> ]

2 mai 2015 : Burundi / Guerre : La France avec la French Média Network attaque les Barundi [ <http://burundi-agnews.org/uncategorized/?p=17494> ]

En fait, tous ces média sont payés par le Quai d'Orsay ( Ministère des affaires étrangères Français ) et elles ont l'habitude de dire tout haut ce que la diplomatie française ne peut dire. Ce qui est intéressante, c'est de voir aussi l'interaction qu'elles ont avec le philanthrope milliardaire

américain M. Georges Soros ( fondateur de l'OPEN SOCIETY ) qui financent et oriente quasi à lui seul toute la politique américaine (US) étrangère des Démocrates aux USA. M. Georges Soros finance une multitude d'ONG, comme ICG et Human Right Watch par exemple.

Au Burundi, on n'a pas oublié ( la justice burundaise ) le rôle clé qu'a joué la French Media Network FMN entre avril et mai 2015 pendant la Révolution de Couleur burundaise à la sauce Burkinabé qui a échoué. Cela a provoqué l'exode -pris de peur- de dizaine de milliers de Burundi. La Francophonie et l'Union Africaine doit réagir d'urgence sur ces média – mercenaires- qui sont devenus des outils de guerre et non de paix dans le monde. Elles ont les portes ouvertes en Afrique mais elles trompent le public Africain et Mondiale.

Les Burundais vont élire aujourd'hui, mardi 21 juillet 2015, leur Président de manière démocratique, et ce, pour la 3ème fois de manière consécutive depuis 2005, année de la fin de la Dictature militaire des Bahima burundais ( Micombero, Bagaza, Buyoya) qui aura duré près de 40 ans, avec à son actif le fameux génocide-régicide contre les Burundi : <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> – <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> – [http://burundi-agnews.org/agnews\\_refugees.htm](http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm)

L'EAC ( East African Community ) et la CIRGL ( Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs) ont envoyé des observateurs électoraux.

Pour cette Présidentielle 2015, la synergie des médias est composée de – la radio-télévision nationale du Burundi (Publique); – la radio scolaire Nderagakura (Privée) ; – la radio star FM (Privée) ; – la radio Umuco FM (Privée);– et l'Agence Burundaise de publication (Publique).

Le Burundi est le seul pays de la CEPGL ( Rwanda, Burundi, et RDC Congo) à réussir cette performance de gouvernance démocratique ( 3 fois d'affilés ) en organisant ses 3èmes élections démocratiques de manière consécutive.

DAM, NY, AGNEWS, le Mardi 21 juillet 2015

=====  
=====

[BONESHA] [ISANGANIRO] [TELERENAISSANCE] [RPA] [ABR] Nouvelles locales du mardi 14 juillet 2015 @rib News, 14/07/2015- Triste anniversaire de deux mois au sein de la famille des journalistes burundais. En effet, ce mardi, 14 juillet marque deux mois jour pour jour depuis la destruction des 4 principales radios indépendantes du Burundi. Il s'agit de la radio Bonesha FM, la RPA, la radio Isanganiro et Radio-Télé Renaissance. La RPA et la radio Télé Renaissance ont été brûlées et saccagées durant la nuit du 13 au 14 mai alors que le matin du 14 mai, c'était le tour de la Bonesha et d'Isanganiro. L'après-midi du 13 la radio Télé Rema avait vécu le même calvaire. Depuis lors, les journalistes des principales radios indépendantes du Burundi sont entrés dans la clandestinité d'autres ont fui le pays par peur pour leur sécurité. Ceux qui sont restés au pays vivent dans une situation d'insécurité physique et financière persistante. Le public burundais est privé d'une information équilibrée et vit au rythme des rumeurs et d'une information complètement dévolue à la cause du pouvoir délivrée par la radiotélévision nationale, et reste ainsi terré dans la peur et l'appréhension. - A l'occasion de cette commémoration, le président de l'association burundaise des radios diffuseurs (ABR), s'exprime. Patrick Nduwimana, au nom de cette association professionnelle des journalistes, affirme qu'il aimerait se joindre aux collègues des médias détruits par le pouvoir pour commémorer ce triste anniversaire. Il souhaite bon courage à tous ses collègues restés au pays, mais aussi à tous les ceux qui ont été contraints à l'exil. Il saisit cette occasion pour lancer un appel vibrant au gouvernement burundais de rouvrir ces radios fermées qui sont membres de l'ABR. Il rappelle que le Procureur général de la République a promis des enquêtes pour déterminer les responsables de cette destruction méchante des radios indépendantes. Ainsi, il lui demande de publier les résultats de ces enquêtes, mais aussi en attendant les résultats de ces enquêtes, d'autoriser la réouverture de ces radios. Le même appel est lancé aux Nations Unies, à l'Union Africaine, aux partenaires du Burundi de faire pression sur le

gouvernement burundais pour la réouverture des radios concernées et de garantir la sécurité des journalistes issus de ces radios.

=====

OCTOBRE 2015

=====

[ABR] - Nouvelles locales du vendredi 30 octobre 2015 @rib News, 30/10/2015 L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) condamne les récentes arrestations de journalistes dont celle d'Innocent Kubwimana travaillant pour Isanganiro. Patrick Nduwimana, président de l'ABR actuellement en exil en dehors du Burundi dénonce le musellement de la presse opéré par le gouvernement burundais et demande que les représentants des médias aient une place à la table des négociations proposées par la médiation ougandaise : "Je condamne ce harcèlement des journalistes qui se donnent corps et âme pour continuer à informer les burundais malgré les conditions sécuritaires très difficiles. Je réclame la libération immédiate et sans condition d'Innocent Kubwimana. Ajoutons toutefois que ce dernier a été libéré en fin d'après-midi de ce jeudi.

- Visiblement le pouvoir de Bujumbura ne veut plus entendre parler d'une presse libre et indépendante au Burundi, estime le président de l'ABR. Les radios détruites par ce même pouvoir restent fermées, les correspondants des médias internationaux sont intimidés, tout ça donne l'impression que le pouvoir refuse la réhabilitation des médias indépendants pour continuer à opprimer le peuple dans un silence total.

"Pour moi, le pouvoir se trompe en agissant ainsi, car il aggrave sa situation de pouvoir dictatorial et oppresseur, raison pour laquelle il est de plus en plus isolé et demain tous les ténors de ce pouvoir risquent de se retrouver devant les juridictions internationales", a-t-il précisé.

"L'idée de porter plainte est toujours là même si elle est utopique car aujourd'hui il n'y a pas de justice au Burundi. S'il y en avait, on assisterait pas à ces tueries et assassinats au quotidien. Tôt ou tard l'ABR et les médias détruits se mettront ensemble pour réclamer réparation pour tout le préjudice subi. Il pense en outre que la réouverture de nos médias et la sécurité des journalistes issus de ces médias doivent figurer sur la table du dialogue envisagé par la médiation ougandaise. Notre souhait est que les responsables des médias soient représentés dans ce dialogue."

=====

NOVEMBRE 2015

=====

[CNC] Burundi: Quelle est la situation des Média ? – Novembre 2015

<http://burundi-agnews.org/securite/burundi-quelle-est-la-situation-des-media-novembre-2015/>

Au Burundi, ce sont près d'une quarantaine de Média public et privé qui fonctionnent aujourd'hui. Pendant le Coup d'Etat du mercredi 13 mai 2015, 4 média locaux privés ont été détruits.

<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/11/googleactualiteburundi->

Screenshotfrom2015-11-11.jpg

<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/11/googlenewsburundi-Screenshotfrom2015-11-11.jpg>

Le Burundi, pendant la période de mai 2015 et même à nos jours, subit une attaque médiatique d'envergure qui a assombri son image en ne disant pas la vérité sur le pays. Aujourd'hui, il vous suffit d'aller sur internet sur Google actualités ou Google news et taper Burundi pour comprendre. On y découvre que des agences de presse étrangères. Les nouvelles du Burundi ne sont pas faites par les Burundais eux mêmes ou par les africains. Le Burundi n'a pas d'argent pour pouvoir se défendre face à des attaques massives de cette envergure. Ceux qui attaquent le Burundi disposent de moyens colossaux pour tromper ( désinformer ) les opinions au niveau du monde.

Au niveau local, entre avril et mai 2015, la Conseil Nationale de la Communication ( CNC ) a tenté de rappeler à l'ordre les divers radio locaux privés que comptent le Burundi pour qu'ils rapportent avec justesse les évènements dans le pays. C'est à dire que la sécurité était bonne dans tout le pays à part les 4 quartiers sur les 3002 collines et quartiers que comptent le Burundi. Il fallait surtout éviter de jouer sur la désinformation. Le jour du Coup d'état, lors des combats putschistes – loyalistes 4 média privés ont été détruites sur la quarantaine que possèdent le pays. Cette question des média [ Désinformation / Rumeurs ] est liée à l'augmentation du nombre de réfugiés ...

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 10 novembre 2015

=====  
=====

[AFP] [RFI] - Célébration ce lundi de la journée internationale de la fin de l'impunité des crimes contre les journalistes. Il est bon de rappeler la situation actuelle du Burundi. Cela fait 6 mois que le pays est privé de ses radios privées. Toutes ont été fermées ou détruites lors du coup d'État du 13 mai. 80% des journalistes ont été contraints à l'exil. Ceux qui sont restés travaillent dans des conditions périlleuses. On ne compte plus les humiliations, menaces, agressions et tortures à l'égard des professionnels des médias.

Le cas qui résonne le plus et que nous gardons tous en mémoire est celui de notre confrère Esdras Ndikumana, correspondant burundais de l'Agence France Presse et de la radio internationale RFI. Esdras a été torturé par des agents de la Documentation alors qu'il ne faisait que son travail : la prise de photos et de notes sur un évènement majeur que fut l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana. Pour cette agression, aucune enquête n'a été diligentée.

=====  
=====

[ISANGANIRO] - Nouvelles locales des mercredi 11 et jeudi 12 novembre 2015 @rib News, 12/11/2015 - Célestin Blaise Ndiokubwayo, journaliste-reporter de Radio Isanganiro peut désormais vaquer à ses occupations puisqu'il a été relâché. Ce jeudi. Il était retenu depuis vendredi dernier par la police puis le Service National du renseignement à Bujumbura. On ignore toute de même les motifs de son arrestation.

=====  
=====

[IWACU] Nouvelles locales du lundi 16 novembre 2015 @rib News, 16/11/2015 - C'est à 9 heures passées de quelques minutes que le Directeur du Groupe de Presse Iwacu, est arrivé au Parquet général. C'était pour répondre à une convocation de l'officier du ministère public, Barbatu Ntakarusho pour le dossier RMPG N°697/MA relatif au coup d'Etat manqué du 13 mai dernier. En

costume bleu marine, Antoine Kaburahe était accompagné par deux avocats : Me Lambert Nsabimana et Me Fabien Segatwa et les journalistes ont été priés de vider la salle d'audience. Avant d'entrer, il a eu le temps d'échanger avec quelques diplomates venus pour le soutenir. Il y avait notamment des représentants de l'Union Européenne, de l'ambassade du Royaume de Belgique, des Etats-Unis, ils ont fait le déplacement pour s'enquérir de la situation. Plusieurs professionnels des médias dont ceux du Groupe de Presse Iwacu et l'ancien directeur de la radio Isanganiro, Vincent Nkeshimana, étaient sur place. Antoine Kaburahe était serein, il a même répondu à quelques questions des journalistes d'Al Jazeera et du Kenya alors présents devant la salle: «Je n'ai pas peur, je ne me reproche de rien. C'est pour la toute première fois dans ma vie que je réponds à une convocation.». Dans un communiqué, Iwacu avait indiqué ce dimanche que son directeur répondra à cette injonction parce que le groupe de presse qu'il dirige a toujours respecté l'État de droit et les lois en vigueur au Burundi. Il y était aussi précisé que depuis huit ans, Iwacu s'est toujours conformé à l'éthique et la déontologie professionnelle.

=====  
=====

[IWACU] Nouvelles locales du mardi 17 novembre 2015 @rib News, 17/11/2015 - Antoine Kaburahe, directeur du Groupe de presse Iwacu est sorti libre de l'interrogatoire ce lundi. L'un de ses avocats, Lambert Nsabimana a expliqué que l'audition s'est déroulée de la façon la plus sereine. Il a indiqué que son client avait répondu à toutes les questions lui posées. Antoine Kaburahe a été interrogé sur les circonstances ayant précédé le putsch du 13 mai 2015. Il était accompagné de journalistes de journal qu'il a fondé en 2008 et de journalistes d'autres médias ainsi que certains diplomates.

=====  
=====

[ISANGANIRO] Nouvelles locales du mercredi 18 novembre 2015 @rib News, 18/11/2015 La Radio Isanganiro célèbre ce 18 novembre son treizième anniversaire. Cet anniversaire survient au moment où la dite radio a été réduite au silence tout comme la plupart des médias privés burundais qui ont été saccagés le 14 Mai dernier. La radio Isanganiro a vu le jour le 18 Novembre 2002, pendant une période de crise, et s'est donnée pour objectif d'offrir une table d'échange et de réconciliation à toutes les parties en conflit d'où sa devise, "Le dialogue vaut mieux que la force" (Inama isumba ingimba). Cette 13eme bougie est soufflée en moment de souffrance pendant cette période où de nombreux journalistes sont exilés et d'autres n'ont plus le droit d'exercer leur métier, tandis que le public est privé de son droit d'être informé.

=====  
=====

[IWACU] Nouvelles locales du mercredi 25 novembre 2015 @rib News, 25/11/2015 - La justice burundaise demande l'extradition du directeur du groupe de presse Iwacu. Le procureur de la République du Burundi vient d'adresser une correspondance au ministre Burundais de la justice qui lui demande d'exiger des autorités belges l'extradition du journaliste Antoine Kaburahe, Directeur du groupe de presse Iwacu, en exil depuis mercredi 18 novembre 2015. Dans cette correspondance du 23 novembre 2015, Valentin Bagorikunda indique qu'Antoine Kaburahe est recherché par la justice burundaise dans le cadre de l'instruction du dossier RM 696/MA et RMPG/MA. Rappelons que le Directeur du journal Iwacu avait comparu lundi 16

novembre 2015 à la Cour suprême. Ce journaliste a été interrogé sur sa probable implication dans la tentative du putsch manqué le 13 mai 2015.

Ajoutons aussi qu'Antoine Kaburahe qui a deux nationalités (Belge et Burundaise) dirige une entreprise de presse dont son journal Iwacu est considéré comme le plus informatif et le plus lu des productions de la presse écrite au Burundi. Ses journalistes sont dans le collimateur du pouvoir comme beaucoup d'autres journalistes burundais de la presse privée.

=====  
=====

### Burundi / Media : Attaque médiatique du trio USA-BELGIQUE-FRANCE

A Bujumbura, ce vendredi 6 novembre 2015, les USA, la France et la Belgique ont attaqué le Burundi sur les ondes média. Ces pays, qui sont les agresseurs du Burundi depuis le mois d'avril 2015, souhaitent qu'une force internationale vienne renverser le régime démocratique burundais.

Attaque médiatique contre le Burundi de la French Media Network ( RFI, AFP, Le Monde, Jeune Afrique, TV5 ... ) et de la Samantha US- Connection ( BBC, VOA, Reuters, NY Times blog ... ) .

Tous les média de la French Media Network ( RFI, AFP, Le Monde, Jeune Afrique, TV5 ... ) et de la Samantha US- Connection ( BBC, VOA, Reuters, NY Times blog ... ) décrivent une situation de KO au Burundi...

[http://burundi-agnews.org/wp-](http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/11/bdi_UE_USA_attaque_mediatique_2015a_contre_le_burundi001.jpg)

[content/uploads/2015/11/bdi\\_UE\\_USA\\_attaque\\_mediatique\\_2015a\\_contre\\_le\\_burundi001.jpg](http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/11/bdi_UE_USA_attaque_mediatique_2015a_contre_le_burundi001.jpg)

Ainsi leur argument est que plus rien ne va au Burundi et qu'il y a un génocide en cours. Or sur place, dans les institutions démocratiques burundaises, toutes les ethnies du pays s'y retrouvent, même dans les forces de sécurité et de défense. Le Burundi est un pays en paix à plus de 98%. Sur les 3002 collines et quartiers du Burundi seul 1 quartier pose encore problème au niveau sécuritaire, comme l'indique le rapport du mois d'octobre 2015 du Ministère de la Sécurité publique : -Cibitoke-. La particularité est que ce quartier est le fief d'un groupe de terroristes, armés par le Rwanda, qui, depuis quelques semaines, tue des citoyens burundais innocents ( assassinats ciblés ) ou lancent des grenades contre la Police Nationale du Burundi PNB. Mercredi 4 novembre 2015 , ce groupe de terroristes a assassiné un citoyen burundais en lui arrachant son cœur et en le brûlant par la suite. Mardi 3 novembre 2015, ces mêmes individus ont décapité un citoyen.

Ce groupe terroriste est financé par les USA, la Belgique, et la France. L'Etat du Burundi a exigé aux habitants de ce quartier de ne plus détenir des armes à feu. Le deadline tombe ce samedi 7 novembre 2015.

Toute la journée de ce vendredi 6 novembre 2015, de nombreux citoyens de Cibitoke ont rendu leurs armes. Comme le très populaire président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre, l'a annoncé dans son dernier discours, ceux qui ont rendu leurs armes ne seront pas inquiétés par des poursuites judiciaires.

Au Burundi, les Ministères des Relations Extérieures et de la Défense sont à pieds d'œuvre pour riposter contre cette agression médiatique venant des USA, de la Belgique et de la France. Les jours qui avaient précédé la tentative de coup d'état le mercredi 13 mai 2015 au Burundi le même phénomène s'était produit. Le Burundi va demander l'intervention du Conseil de l'Union Africaine pour réprimer cette agression extérieure d'un Etat du continent Africain.

DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 6 novembre 2015

=====  
=====

DECEMBRE 2015

=====  
=====

[IWACU] [BONESHA] [ISANGANIRO] [TELERENAISSANCE] [RPA] Le procureur général valentin Bagorikunda a adressé une correspondance au ministre burundais de la Justice, lui demandant de solliciter par voie diplomatique aux autorités compétentes Rwandaise l’extradition de quatre journalistes Burundais appartenant à deux radios privés dont la radio Isanganiro et la radio-télévision renaissance.

Dans sa correspondance du 09 novembre 2015, le procureur général demande que le Rwanda extrade vers le Burundi : Innocent MUHOZI directeur de la Radio-télé renaissance, Anne NIYUHIRE directrice de la radio Isanganiro, Patrick MITABARO, rédacteur en chef de la radio Isanganiro et Arcade HAVYARIMANA journaliste de la radio Isanganiro. Ces quatre professionnels des médias viennent s’ajouter à deux autres journalistes de la Radio publique africaine dont Bob RUGURIKA directeur et Gilbert NIYONKURU chef des programmes, ainsi que Patrick NDUWIMANA directeur de la radio BONESHA FM qui avaient été cité quelques mois avant.

La dernière quinzaine du mois de novembre, le procureur général Valentin Bagorikunda a écrit à sa patronne de demander à la Belgique l’extradition d’Antoine KABURAHE, directeur du journal IWACU qui avait été interpellé par la justice et écouté par la cour suprême, interrogé et relâché après. Tous ces journalistes sont recherché pour l’instruction du dossier RMPG 696/MA et RMPG 697/MA relatif au coup d’état manqué du 13 mai 2015.

=====  
=====

[ARCT] - Nouvelles locales du mercredi 30 décembre 2015 @rib News, 30/12/2015 - Concernant la presse, le chef de l’Etat a annoncé la modification de la loi sur la presse en 2016 et celle des lois régissant l’Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT) en matière de contrôle des médias. Il a affirmé que les journalistes devront signer encore une fois un engagement parce qu’on ne peut pas tolérer que ce qui s’est passé cette année et que cela se répète.